

# TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

# Socialiste

unifié

N° 94

24 MARS 1962

PRIX : 0,40 NF

## Un accord trop longtemps attendu...

### Une paix difficile

**L**e cessez-le-feu est enfin signé. Quels que soient nos regrets sur les lenteurs et les manœuvres dilatoires, quelles que soient nos craintes pour le proche avenir, le sentiment que nous éprouvons d'abord avec le plus de force est le soulagement. Partisans depuis toujours d'un accord négocié portant à la fois sur l'arrêt des combats et sur les conditions politiques du passage à l'indépendance, nous ne pouvons que nous réjouir que ce pas ait été enfin franchi. Nous espérons qu'il est la première étape vers la paix réelle et vers une coopération de la France et de l'Algérie.

Et pourtant, le passé nous obsède parce que nous avons de fortes raisons de redouter qu'il pèse lourdement sur le présent.

Nos gouvernants, ceux de la IV<sup>e</sup> République comme celui de la V<sup>e</sup>, ont paru s'obstiner à tâtonner longuement à la recherche d'autres issues, comme s'ils avaient répugné à s'engager dans la seule voie qui s'offrait. Pourquoi tant de vains efforts, pourquoi tant de misérables ruses, pourquoi tant de morts, pourquoi tant de ruines ? Jamais, non jamais, il ne sera possible de justifier qu'on ait si longtemps reculé

par Robert VERDIER

l'échéance, jamais on ne pourra soutenir que cette guerre n'aurait pu être considérablement abrégée. Il nous faudra bien constituer le dossier de cette longue série d'erreurs et d'aveuglements.

Pour l'heure, ce qui nous occupe, c'est la suite du cessez-le-feu, c'est de savoir dans quelle mesure les traces laissées par les péripéties de la guerre vont rendre plus difficile et plus périlleuse l'application de ces accords d'Evian.

Dans son allocution de dimanche dernier, le général de Gaulle a dit : « La solution du bon sens poursuivie ici sans relâche depuis tantôt quatre ans a fini par l'emporter... » Quelle étonnante désinvolture envers l'Histoire ! Tout semble avoir été fait, au contraire, par le régime gaulliste pour multiplier et aggraver les malentendus par l'ambiguïté, voire la duplicité de sa politique ; les obstacles qu'il va aujourd'hui trouver devant lui, il a largement contribué à les dresser sur la route de la paix réelle !

Il a longtemps entretenu dans l'armée et les administrations l'illusion de la victoire militaire.

Il a, quoi qu'il affirme aujourd'hui, sanctionné de son autorité les mythes de l'intégration et de l'Algérie française.

Il est responsable aussi du désarroi d'un grand nombre de ceux qu'il va maintenant charger d'appliquer sa nouvelle politique et des difficultés qu'il rencontrera pour trouver des exécutants concaveus ou simplement de bonne foi. L'affaire Bilotte, dont nous parlons d'autre part, est à cet égard tout à fait significative.

Le pouvoir gaulliste s'est condamné lui-même en entretenant les illusions des Européens d'Algérie à se trouver aujourd'hui devant les risques de sabotage et de provocation des hommes de l'O.A.S. et, pour y faire face, à recourir à l'institution de cours martiales.

C'est bien pourquoi l'accord d'Evian ne marque pas encore le dénouement. Ceux qui ont lutté hier pour la négociation avec le G.P.R.A. doivent aujourd'hui se tenir prêts à de nouvelles luttes pour imposer une application correcte et loyale des conventions, pour briser toutes les résistances désespérées, mais encore redoutables, des attardés, pour déjouer tous les pièges que peut tendre un pouvoir toujours porté à recourir à la ruse et aux manœuvres.



En pages :

2  
3-4-5-12  
6-7-8  
9  
11

- POLITIQUE INTERNATIONALE
- LA FRANCE ET L'ALGERIE
- LA CRISE AGRAIRE EN U.R.S.S.
- PLANIFICATION ET DEMOCRATIE
- FILMS ET LECTURES



# LES FAITS INTERNATIONAUX

## Après le cessez-le-feu en Algérie le prestige de la France remonte dans le monde

COMME il fallait s'y attendre, l'annonce du cessez-le-feu en Algérie a été accueillie par une explosion de joie dans le monde entier. Mais à ce sentiment de soulagement que tous les peuples ont éprouvé se mêle la crainte. L'O.A.S. n'empêchera-t-elle pas l'application des accords d'Evian ? Ne provoquera-t-elle pas de troubles en France ?

Parmi les manifestations des hommes politiques étrangers, notons celles qui nous paraissent les plus importantes. Ainsi, Nasser a déclaré aussitôt : « La conclusion de cet accord où, pour la première fois, la France reconnaît l'indépendance de l'Algérie et son intégrité territoriale rend possible un rapprochement pacifique entre la révolution arabe et la France. » Le bruit court que le chef d'Etat égyptien pourrait donner une suite pratique à cette déclaration. Il libérerait ou amnistierait les Français poursuivis devant la Justice du Caire pour « espionnage ».

Un écho très favorable à la France parvient de Bamako. Le chef du gouvernement de la République du Mali a déclaré que la fin de la guerre d'Algérie et la reconnaissance de l'indépendance de ce pays par la France ouvraient de nouvelles perspectives à

la collaboration sans appréhension entre le Mali et la France.

Il est encore plus caractéristique que Sékou Touré ait fait une déclaration semblable. Il annonce un changement radical de l'attitude de la Guinée à l'égard de la France. Un rapprochement lui paraît à présent possible.

Ces quelques faits confirment la thèse du P.S.U. et de tous ceux qui, dès le début, ont exigé la négociation avec le F.L.N. sur la base de l'autodétermination, c'est-à-dire du droit des Algériens à l'indépendance. Nous avons toujours affirmé que la guerre en Algérie isolait la France et créait autour d'elle un climat de haine, de stupéfaction, d'amertume ou de regret, suivant les liens de Paris avec les autres pays.

La fin de la guerre — si elle prend fin réellement — et la reconnaissance effective de l'indépendance de l'Algérie rétabliront le vrai prestige de la France dans le monde, tandis que la « force de frappe » et l'attitude hautaine et méprisante du général-président ne peuvent que provoquer l'irritation contre notre pays.

A noter aussi le soulagement avec lequel les anciennes colonies françaises, devenues indépendantes tout en restant dans la zone d'influence française, ont accueilli la nouvelle du cessez-le-feu. Leur joie est d'autant plus compréhensible que la fin de la guerre en Algérie leur permet de sortir d'une impasse morale : c'est à la lutte héroïque du peuple

algérien pour sa liberté et son indépendance qu'elles doivent elles-mêmes leur liberté et leur indépendance. Sans l'insurrection algérienne, elles ne les auraient jamais obtenues du gouvernement de Gaulle. Or, au lieu de soutenir les Algériens, elles sont restées « collées » à de Gaulle...

## A la conférence du Désarmement

EN marge de la conférence des Dix-Huit (qui ne sont que dix-sept, la France du général de Gaulle ayant refusé d'y participer), les contacts se poursuivent entre Soviétiques et Américains. On affirme qu'ils ont traité la question de Berlin, d'une part, et à l'arrêt des essais nucléaires d'autre part. En attendant la rencontre Gromyko-Rusk, ce sont d'autres membres des deux délégations qui vont se rencontrer... pour préparer le terrain.

D'autre part, Menon, délégué de l'Inde, a proposé que la conférence se réunisse en séance non officielle (sans procès-verbal ni communiqué). Il veut ainsi accélérer les travaux, les séances non officielles devant doubler les séances normales où l'on parle un peu pour la galerie. La conférence accepte cette proposition malgré l'opposition de la délégation soviétique. Cependant, si l'on peut arriver à un résultat positif, c'est par la procédure de Menon qu'on l'atteindra plus facilement. A condition toutefois qu'entre-temps les deux Super-Grands s'entendent. Pour le moment, rien ne justifie une opinion optimiste sur les travaux de Genève.

Certes, Kennedy vient de proposer à Khrouchtchev un plan pour l'exploration en commun de l'univers. De son côté, Gromyko aurait demandé à la France de venir à Genève, afin de régler avec les autres puissances nucléaires le problème de l'arrêt des essais nucléaires. Mais jusqu'à présent, rien de positif n'est encore sorti de la première semaine des travaux de Genève. Je persiste à penser que cela sera ainsi jusqu'à ce que Kennedy se rende à Moscou.

## Les péronistes sont vainqueurs en Argentine... mais l'Armée intervient

LES élections générales en Argentine sont une défaite pour le président actuel. Le « Front Justicialista » péroniste peut compter sur sept ou huit postes de gouverneurs (sur quatorze), dont celui de la province de Buenos Aires. D'après les agences de presse, la nouvelle Chambre serait composée de 75 députés du parti de Frondizi (président de la République), de 57 radicaux d'opposition, de 43 péronistes et de 17 divers. Dans la Chambre précédente, Frondizi pouvait compter sur la majorité absolue de 102 députés (sur 192). C'est la loi électorale en vigueur qui a empêché les péronistes d'avoir le nombre de sièges correspondant à leur force électorale réelle. La coalition péroniste est assez disparate. Elle comprend notamment la C.G.T. argentine, même le parti communiste et les « fidélistes ». Il a fallu que le gouvernement actuel suive une politique bien réactionnaire et anti-ouvrière pour que les partisans de Fidel Castro, les communistes et la C.G.T. argentine se lient avec cet aventurier, ce « démagogue » qu'est Peron.

Cependant l'Armée, qui joue en Argentine un rôle de plus en plus important, exige que le président de la République annule les élections où les péronistes ont obtenu la majorité. Frondizi s'est incliné d'autant plus volontiers qu'il espère ainsi sauver sa présidence. Attendons la suite...

## Les « Six » ont peur d'être trop nombreux

LE Danemark vient à son tour de demander son adhésion au Marché commun. On devrait se réjouir qu'après la Grande-Bretagne presque tous les Etats de l'Europe occidentale cherchent à se joindre à l'Europe des Six pour constituer un grand marché intérieur sans barrières douanières. Mais cela ne fait pas l'affaire de tous les membres de la Petite Europe. Les uns, sous l'influence du Vatican, ne veulent pas que l'Europe « vaticanesque » (celle des Six) devienne une Europe à majorité non catholique. D'autres ont peur de perdre leur prédominance économique...

et par conséquent aussi politique. D'autres encore savent que l'adhésion à la Communauté Charbon Acier, au Marché commun et à l'Euratom de la Grande-Bretagne et des autres postulants ruine leurs espoirs de créer une Europe intégrée politiquement et même l'Europe des patries chère à notre général-président.

Aussi les Six ont-ils décidé... de renvoyer les négociations avec la Grande-Bretagne à des temps meilleurs (meilleurs pour les Six !). Du même coup, l'adhésion des autres Etats européens est également ajournée. Et tout cela pour essayer de créer l'intégration politique auparavant, ce qui rendrait impossibles les adhésions ci-dessus. Cette attitude des Six est contraire aux intérêts des travailleurs et des consommateurs. Elle est très dangereuse du point de vue politique.

Les travailleurs et les républicains de France ne doivent pas permettre que les ambitions personnelles de quelques politiciens et les intérêts égoïstes des grands trusts des Six empêchent la transformation de la Petite Europe en Europe plus grande en attendant de devenir l'Europe entière avec les Etats de l'Est.

## Elections en U.R.S.S.

LES élections générales au Soviet suprême ont eu lieu dimanche. Elles se sont faites... sur une liste unique de candidats du parti communiste et des sans-parti.

Il va de soi que le nombre de votants a atteint presque la totalité des inscrits. Et le nombre des suffrages recueillis par cette liste unique dépasse 99 %. D'ailleurs, Khrouchtchev a justifié cette façon d'exercer la démocratie par la boutade suivante : « Au lieu de choisir les députés comme on le fait dans les pays de la démocratie bourgeoise, nous choisissons les candidats. » Il a simplement oublié de dire que les candidats sont choisis par le parti communiste. De sorte que les électeurs ne peuvent que ratifier ce choix fait en dehors d'eux. Sacré farceur, ce Khrouchtchev...

On apprend que Mme Fourtseva et Moukhdinov, disgraciés depuis le XXII<sup>e</sup> congrès, ont « décidé » de ne pas se présenter aux élections...

## Amnistie en Yougoslavie

UNE loi d'amnistie vient d'être adoptée par le Parlement fédéral. Elle permet de rentrer en Yougoslavie aux militaires qui, après la fin de la guerre, ne sont pas rentrés dans leur pays, ainsi qu'aux anciens collaborateurs des Allemands.

Pratiquement, cette amnistie concerne environ 150.000 Yougoslaves, y compris les adversaires du régime, à condition qu'ils ne se soient pas rendus coupables de crimes. C'est là une mesure de libéralisation que l'on peut seulement approuver. Il est dommage que le régime ne croie pas devoir supprimer le système du parti unique. Certes, les membres de la « Ligue socialiste » ont obtenu, semble-t-il, un certain droit de critique. Si ce droit est réel, il conduira en fait à la création de plusieurs tendances et partis au sein de la Ligue. Alors, pourquoi recourir à ce paravent ?

## Une rectification

SUR la foi des premières dépêches de Genève, j'ai parlé, la semaine dernière, des propositions de M. Gromyko. Je me suis étonné que le ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. ait présenté ses propositions par lettre à M. Thant.

Or il s'agissait, en réalité, de la réponse de Gromyko au secrétaire général de l'O.N.U. Ce dernier lui avait communiqué, comme à tous les participants à la Conférence du désarmement, les motions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa dernière session. Le porte-parole de Khrouchtchev lui faisait savoir l'accord de son gouvernement avec ces résolutions.

J'ai connu trop tard les dépêches qui donnaient la version de cet échange de correspondance pour pouvoir rectifier l'erreur commise. Je m'en excuse auprès de nos lecteurs, mais cela ne change rien à mes observations au sujet de ces textes que je crois peu efficaces mais néanmoins utiles pour améliorer le climat psychologique.

O. R.

Grâce à "Tribune Socialiste" vous pouvez avoir dans votre bibliothèque

tout **BALZAC** tout de suite

en 3 somptueux volumes richement illustrés et reliés dos cuir véritable, pour **23 NF** par mois.

Voici enfin l'édition idéale des Œuvres Complètes d'Honoré de Balzac. Elle réussit le tour de force de présenter dans une belle typographie d'une parfaite lisibilité, en trois magnifiques in-4° 19,5 x 29,5 que peut accueillir la bibliothèque des appartements d'aujourd'hui, des textes d'ordinaire étirés en une vingtaine de volumes : outre le texte intégral de la Comédie Humaine, tous les autres romans, les Contes Drolatiques, le Théâtre etc...



bref tout BALZAC, enrichi d'un véritable Musée de Balzac : scènes et personnages vus par les grands illustrateurs romantiques : Daumier, Gustave Doré, Gavarni, Nanteuil, Tony Johannot, etc. 3 splendides volumes, plus de 3.700 pages sur vélin-alfa de luxe, plus de 500 illustrations en camaïeu, reliure originale, dos cuir véritable ornés de fers romantiques à la feuille d'or.

Et cette précieuse édition, vous pouvez l'avoir immédiatement en mains, sans aucun alevé, les 3 volumes vous étant adressés à domicile contre remboursement du montant du premier versement, et cette somme elle-même vous serait remboursée tout de suite, si vous décidiez après

### CONDITIONS EXCEPTIONNELLES POUR NOS LECTEURS

FRANCE METROPOLITAINE

23 NF par mois (18 versements) ou 360 NF comptant (1 ou 3 versements mensuels)

EMBALLAGE GRATUIT

envoi contre remboursement du montant du premier versement (majoré des frais de port)

FACULTÉ DE RETOUR

(avec remboursement immédiat)

RIEN A PAYER D'AVANCE

l'avoir vu, de nous renvoyer l'ouvrage, dans son emballage d'origine.

Mais attention, le tirage est limité à 3.000 exemplaires numérotés. Il sera très vite épuisé. Les commandes étant servies par ordre de réception, votre intérêt est d'envoyer immédiatement le bon ci-dessous à notre Service Littéraire 71, rue des Saints-Pères - Paris 6<sup>e</sup>.

BON à adresser à notre Service Littéraire 71, rue des Saints-Pères - Paris 6<sup>e</sup>

Veillez m'adresser un Balzac complet en 3 volumes. Je réglerai en  1  3  18 versements, l'ouvrage complet m'étant adressé contre remboursement du montant du 1<sup>er</sup> versement augmenté des frais de port. Je me réserve le droit de renvoyer les volumes intacts dans les 48 heures, auquel cas je serai immédiatement remboursé.

T. S. 3

NOM ..... PROFESSION .....

Adresse .....

N<sup>o</sup> C. C. P. ou bancaire ..... Signature : .....



## L'O.A.S. à Nancy

**G**ERARD ROUFFETEAU, secrétaire fédéral de Meurthe-et-Moselle du P.S.U. vient d'être victime d'un second attentat au plastic en deux mois. Cette fois-ci, mercredi 4, à 1 h. 30, l'O.A.S. avait pris toutes ses précautions pour que le pire puisse arriver : les plastiqueurs avaient même coupé la ligne téléphonique afin d'accomplir en toute sécurité leur « travail ».

G. Rouffeteau, réveillé par le bruit de l'automobile et l'odeur de l'amidon enflammé, se précipita pour repousser la bombe. Mais celle-ci explosa au moment où il atteignait la porte. Projeté à terre, il fut grièvement blessé. Sa femme ne trouva pas sans peine du secours parmi les voisins (signe des temps !) pour le faire transporter à l'hôpital et prévenir la police.

Le soir, à l'appel du Comité républicain antifasciste de Nancy, environ 500 personnes, dont de nombreux jeunes, vinrent devant le domicile de Rouffeteau manifester leur réprobation contre ce crime et contre l'O.A.S. Les professeurs du lycée Poincaré, collègues de Rouffeteau, ont fait la grève des cours toute la journée du mercredi et ont décidé, vendredi, de garder la maison de Rouffeteau si la police ne s'en chargeait pas. Ce même mercredi, deux étudiants qui avaient distribué des tracts anti-O.A.S. signés par le Comité antifasciste des élèves du lycée Poincaré étaient condamnés à 15 jours de prison avec sursis pour refus de circuler ! La police les avait pris violemment à partie : un agent avait même son revolver à la main ! Pendant ce temps, les plastiqueurs courent toujours ! Après dix attentats à Nancy en deux mois, aucune arrestation n'a encore été opérée et les milieux activistes de Nancy peuvent agir avec une complète impunité.

Le maire indépendant de Nancy se contente de faire voter au nom « de la charité » un motion hypocrite condamnant « toutes les violences » et se refusant de prononcer le nom de l'O.A.S. ! Ce serait gênant pour un conseil municipal qui, au dire d'un député U.N.R. de Nancy, compte (au moins) trois partisans de l'O.A.S. !

Jean RIEDENGER.

### Le billet de Jean Binot

## La roue tourne

**I**L y a quarante-six mois, les militaires d'Algérie et, avec eux, un certain nombre de civils piétinèrent le pouvoir avili par débilité, exigèrent et obtinrent que ce pouvoir fût remis aux mains de l'un d'entre eux, lequel, c'est une justice à lui rendre, avait fait tout ce qu'il fallait pour cela. Et le mémorialiste de Colombey devint président du Conseil.

Il franchit la mer et, là-bas, sous les vivats frénétiques, résolut tous les problèmes en quatre mois : « Je vous ai compris ! »

Ensuite il devint roi, inventa Debré, mit en circulation quelques formules surprenantes : « les Français à part entière », « la nature des choses », « la grogne et la rogne », « le tracassin » et « les soldats perdus »...

Ces derniers, avec un certain nombre de civils, qui avaient fabriqué le 13 mai, fabriqueront l'O.A.S. et sont en train, à Oran, d'amincir sous leurs brodequins le « pouvoir fort et stable ».

Juste au moment où les maquilleurs achèvent la tête de l'incomparable Artiste pour la séance de télévision.

Alors que dire, sinon que la roue tourne : au départ, un peuple subjugué par ruse et par mépris ; à présent, le chaos et l'assassinat — et après ?

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.  
59-61, rue La Fayette  
Paris (9<sup>e</sup>)

## Les suppliciés de Ben-Aknoun

**J**E connaissais l'un d'eux, mais je veux taire son nom pour ne point séparer, fût-ce en apparence, les six universitaires, les six hommes de bonne volonté féroce-ment abattus. Je le connaissais et je suis sûr de ne point m'abuser en ajoutant qu'au travers de lui je connaissais les cinq autres : des hommes chez qui l'esprit allait de pair avec le courage, et qui avaient mis précisément au service de l'esprit les richesses de leur intelligence et de leur cœur.

Ils croyaient — eux — aux chances ultérieures des récon-

ciliations désintéressées ; ils les préparaient — en vérité, ils y avaient toujours cru ! — ils y travaillaient sans trêve, sans éprouver l'humaine lassitude qui pourtant, certains jours trop noirs, devait confiner à la désespérance.

Aux pires heures de la « bataille d'Alger » sous le proconsulat d'un Massu, leurs centres sociaux — ainsi s'appelaient tout simplement leur œuvre admirable — avaient eu maille à partir avec les tribunaux et les colonels-psychologues ; ils avaient persévéré, bien entendu, et dans les pires épreuves où l'assassinat

guette n'importe qui, dans le déferlement de la haine sauvage, ils persévéraient encore et, selon le mot de Camus, ils faisaient comme si...

Ils ont été massacrés à l'hitlérienne, par des hitlériens dont on a honte à jamais de se dire qu'ils sont français par l'état civil. Et leur mort fournit l'exacte mesure du sinistre idéal qui est celui de l'O.A.S. — leur supplice fut celui des Justes.

Et nous sommes en deuil, comme toutes les fois où la barbarie s'arroge le dernier mot.

J. B.

## Quel sera le sens du référendum ?

**L**A date du référendum est annoncée officiellement : il aura lieu le 8 avril prochain.

Mais nous ne savons naturellement encore rien sur la manière dont sera posée la question. Or, c'est là ce qui compte évidemment le plus. Nous savons, par expérience, que le général de Gaulle est expert dans l'art de tirer deux moutures du même sac. Il est d'ailleurs pressé par les convoitises de l'U.N.R. qui voudrait exploiter à son profit les résultats du référendum, faciliter l'élection ou la réélection de ses candidats.

Pour l'instant, nous ne possédons qu'une indication fort vague. A la fin de son discours du 18 mars, le général de Gaulle a déclaré : « Il faut maintenant que s'expriment très haut l'approbation et la confiance nationales, ce qui signifie : les votes ».

Ces quelques mots laissent prévoir que le général de Gaulle, même s'il renonce à l'intention qu'on lui a prêtée de proposer aussi des réformes constitutionnelles, cherchera non seulement à faire approuver les accords d'Evian, mais aussi à se faire don-

ner « quitus » pour la politique passée et confiance pour la suite.

Des préoccupations de tactique interviennent aussi. Voudra-t-on avant tout isoler les ultras et les partisans de l'Algérie Française? Cherchera-t-on un texte au libellé compliqué pour avoir deux oppositions et répondre ainsi aux vœux de l'U.N.R.? Nul ne le sait encore.

Attendons. Le P.S.U. ne se prononcera, cela va de soi, que lorsque le texte de la question posée sera connu

P. L.

## Pour la démocratie ouvrière

Dans « Tribune Socialiste » du 24 février, nous faisant l'écho d'incidents ayant opposé militants du P.C.F. et syndicalistes révolutionnaires, nous regrettions la réapparition de méthodes staliniennes dans le mouvement ouvrier. Et nous soulignions le danger que fait peser de telles menaces pour les tentatives d'actions communes aux mouvements syndicaux. Depuis, un certain nombre de faits nouveaux se sont produits.

**I**L y eut d'abord un compte rendu dans « l'Humanité », qui exposait à sa façon les incidents de la S.A.V.I.E.M. Une section communiste de Saint-Ouen, moins « nuancée », imprima un tract dans lequel elle dénonçait « les provocations trotskystes », notamment Daniel Renard, l'accusant d'avoir organisé une « agression » contre les militants communistes qui vendaient leur journal. Daniel Renard, syndicaliste F.O. qui défendait au dernier congrès l'unité d'action avec la C.G.T., répondait dans un tract en indiquant le comportement de nervis mis au service d'une politique infâme (celle du P.C.F.). Puis M. Pierre Lambert, directeur de la revue trotskyste « La Vérité », introduisit une action en justice pour diffusion de tracts diffamatoires.

### Une importante question...

Les incidents auraient pu se limiter à ce stade et certains militants de gauche, qui voient mal l'importance que le droit d'expression dans le mouvement ouvrier représente, l'espéraient, reprenant à leur compte la fameuse formule « ne parlons pas de ce qui peut nous diviser ». D'autres militants ne l'ont pas pensé ainsi, puisque un manifeste, unissant des responsables de la F.E.N., de la C.G.T. de F.O., exposait publiquement la véritable nature du conflit.

Il attribuait au Parti Communiste la responsabilité des violences à la porte des usines et de « la campagne de calomnies engagée contre Daniel Renard, ouvrier aux usines Lavalette, et contre toute une série de militants qualifiés d'anarcho-trotskystes et d'hitléro-trotskystes, ainsi que des violences exercées aux usines de la S.A.V.I.E.M. contre des militants diffusant des tracts ». Le manifeste notait encore « une volonté délibérée d'introduire la violence stalinienne dans les rangs ouvriers et par ceux qui, en paroles, prêchent l'unité ». Les auteurs du texte relevaient alors l'analogie de ces méthodes avec d'autres qui visèrent à exterminer « en Espagne, en U.R.S.S., en Hongrie, et dans d'autres pays, les tendances socialistes, anarchistes, trotskystes et même communistes pour autant qu'elles ne partagent pas

la position officielle du « parti » (en France le P.C.F.) ».

Enfin, les signataires — parmi lesquels on remarquait Georges Lauré (F.E.N.), Astre (S.N.E.T.), Ruff (S.E.R.P.), Duthel (S.N.I.), Sidro (F.O.), Hoyer (C.G.T.) — demandaient aux syndicalistes partisans de la démocratie ouvrière de signer ce texte (1).

### ...et la réponse

Le 10 mars, Benoit Frachon répondait dans « l'Humanité ». Encore que son article comporte quelques ambiguïtés, il indique une désapprobation des méthodes violentes.

« ...Chaque fois que l'unité progresse, nous voyons réapparaître des équipes, en général les mêmes, qui s'efforcent de créer le trouble, voire même de provoquer des heurts entre les ouvriers... Nous comprenons parfaitement l'indignation des travailleurs auprès desquels on vient ressasser les mensonges et calomnies qu'emploient leurs ennemis. Rien ne peut faire plus de plaisir au patronat et au pouvoir, à l'O.A.S., que surgissent des incidents ou des heurts entre ouvriers à cette occasion. Ne tombez pas dans la provocation. Ceux qui font cette triste besogne doivent être démasqués politiquement et d'une façon impitoyable, leurs buts dévoilés. Ne leur donnez en aucun cas la satisfaction de bagarres qui aboutissent à dresser des ouvriers les uns contre les autres et à les détourner du véritable combat. Nos ennemis sont les O.A.S., le patronat, le pouvoir qui les soutient. Nos coups, c'est contre eux qu'il faut les diriger... »

Les signataires du manifeste « pour la démocratie ouvrière » adressaient alors une lettre ouverte à Benoit Frachon, secrétaire général de la C.G.T., se félicitant de la condamnation « des heurts entre ouvriers et des bagarres qui aboutissent à dresser les ouvriers les uns contre les autres et à les détourner du véritable combat » et la jugeant positive. Mais ils regrettaient que Benoit Frachon n'ait pas cherché « à démasquer politiquement et à dévoiler d'une façon impitoyable les buts de ceux qui font cette triste besogne, de provoquer des heurts entre ouvriers en ressassant les mensonges et les calomnies qu'emploient leurs ennemis ».

Et les syndicalistes de dénoncer la responsabilité de l'appareil stalinien et particulièrement celle d'Etienne Fajon, directeur de « l'Humanité », en précisant :

« Nous, qui avons toujours su opérer la distinction entre la classe ouvrière et l'appareil stalinien complice des crimes « du culte de la personnalité », te (Benoit Frachon) demandons d'agir avec la responsabilité qui est la tienne en levant ces équivoques qui représentent autant d'obstacles à la réalisation de l'unité d'ac-

tion et autant d'atouts donnés par l'appareil à nos ennemis. »

N'imaginons certes pas que l'affaire ait trouvé ici sa conclusion. La résolution prise par le Comité Exécutif de la Fédération des Métaux C.G.T. (et qui, manifestement, vise à l'exclusion du Syndicat des charpentiers en fer, signataire du texte des syndicalistes « pour la démocratie ouvrière »), nous fixera là-dessus.

### Le programme de la C.G.T. incompatible avec le syndicalisme révolutionnaire ?

Rappelant que la C.G.T. « compte dans ses rangs des centaines de milliers de travailleurs de toutes opinions philosophiques et religieuses », la Fédération des Métaux reprend l'argumentation développée par Benoit Frachon : « démasquer les buts véritables de ces divisions antiouvrières », mais « ne pas permettre qu'elles aboutissent à des heurts entre travailleurs ».

Puis, la résolution précise qu'aux militants de la C.G.T. qui se sont solidarisés avec « les syndicalistes révolutionnaires », il leur sera signifié que leur comportement est incompatible avec l'orientation et le programme de la C.G.T. S'ils persistent, leur attitude sera soumise « aux décisions des organismes statutairement élus ». Bref : l'exclusion pour ceux qui ont, avant Benoit Frachon, dénoncé ces agissements !

Pour ce qui nous concerne, nous pensons que cette attitude met en cause la sincérité de toute action unitaire avec la C.G.T. Il serait en effet intéressant de savoir en quoi des syndicalistes révolutionnaires ont un comportement « incompatible avec l'orientation et le programme de la C.G.T. », quelles sont véritablement les divergences « anti-ouvrières » et quelle est donc cette organisation syndicale qui rassemble des travailleurs de toutes opinions « philosophiques et religieuses », à l'exclusion des militants révolutionnaires.

Enfin, et puisqu'il s'agit de différends entre stalinien et trotskyste, anarchistes, nous nous étonnons de voir la C.G.T., organisation qui rassemble « des travailleurs de toutes opinions philosophiques et religieuses », intervenir dans le débat.

Il nous semble que la condition minimum et première de toute action d'unité réelle réside dans ce droit : la démocratie à l'intérieur du mouvement ouvrier. Les réhabilitations tardives des militants révolutionnaires soviétiques confirment cette appréciation. Nous ne voulons plus de méthodes stalinien.

Emile COPFERMAN.

(1) Qu'il est encore possible de signer en écrivant à Mme Ida Boireau, Syndicat F.O. C.C.A.F.R.P., 14, rue Viala, Paris-15<sup>e</sup>.



## COMMUNIQUÉ DU P.S.U.

Le Parti Socialiste Unifié, qui n'a cessé d'affirmer que la guerre d'Algérie ne pourrait prendre fin que par une négociation entre la France et le G.P.R.A. sur la base de la reconnaissance de l'indépendance et de l'intégrité de l'Algérie, se réjouit de l'accord conclu à Evian par les représentants des deux pays.

Il rappelle cependant que, sans les attermolements et les équivoques de la politique française tant sous le régime gaulliste que sous la IV<sup>e</sup> République, il eût été possible de conclure de tels accords beaucoup plus tôt et, par conséquent, dans des conditions beaucoup moins périlleuses.

Le problème qui se pose en effet aujourd'hui est d'imposer l'application effective des dispositions prévues par les conventions d'Evian, de briser les résistances et de déjouer les provocations des ennemis de la paix.

Une ferme volonté de coopérer loyalement avec les partenaires algériens doit désormais animer les représentants de la France.

Le peuple français fait confiance aux soldats du contingent présents en Algérie pour se dresser contre toutes les tentatives de sabotage des accords, comme contre toute rébellion ouverte.

En France même, il faut non seulement soutenir les initiatives que prendront les organisations syndicales, mais encore préparer dès maintenant les dispositions pour écraser l'action de l'O.A.S. et de ses complices.

18 mars 1962.

## Déclaration d'Edouard Depreux à l'A.F.P.

CEUX qui, comme mes amis et moi, ont lutté sans relâche pour la paix négociée en Algérie se réjouissent qu'un accord de cessez-le-feu soit enfin intervenu. Il s'agit d'une nouvelle étape irréversible vers la paix ; mais, hélas ! d'une étape seulement. Ce n'est point de la paix sur le papier, c'est de la paix réelle qu'ont besoin les peuples de France et d'Algérie. Cela signifie que les saboteurs doivent être impitoyablement démasqués et châtiés. Les conditions dans lesquelles le général Billotte et l'équipe qu'il avait groupée autour de lui ont dû renoncer à leur mission nous inspirent, de ce point de vue, les plus vives inquiétudes.

N'a-t-on donc pas compris en haut lieu la leçon qui se dégage des événements qui se sont succédé depuis le 6 février 1956 : lorsqu'on veut transiger avec le fascisme, on tourne le dos à la paix et on accroît les dangers de guerre civile.

18 mars 1962.

## Communiqué C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., U.N.E.F.

A l'occasion de la proclamation du cessez-le-feu, la C.G.T., la C.F.T.C., la F.E.N. et l'U.N.E.F. ont publié simultanément, après réunion commune, une proclamation dans laquelle chacune de ces organisations déclare :

« Rappelant son action propre et ses prises de position avec les autres organisations syndicales françaises, notamment en janvier 1960 et en avril 1961, ainsi qu'avec les organisations syndicales algériennes... la (ici le nom de l'organisation) ... proclame que les travailleurs ne sauraient tolérer que les perspectives de paix désormais ouvertes soient remises en cause par l'action criminelle de l'O.A.S.

« Elle appelle à développer l'action dans le cadre de directives confédérales pour : s'opposer à toute tentative de l'O.A.S. ; exiger des pouvoirs publics que des mesures décisives soient enfin prises en Algérie et en France contre cette organisation de la subversion et du fascisme : veiller à l'application loyale et effective du cessez-le-feu et des accords. « Les travailleurs s'opposent à toute tentative de sabotage de la paix, à tous les coups de force par tous les moyens en leur pouvoir y compris la grève générale. »

# LES EQUIVOQUES ET LES

Dans l'allocution prononcée le dimanche 13 mars par le général de Gaulle pour annoncer le cessez-le-feu, une phrase mérite d'être relevée :

« La solution du bon sens poursuivie ici sans relâche depuis tantôt quatre années a fini par l'emporter... »

Ainsi, spéculant sur l'oubli, le général de Gaulle veut se donner l'air d'avoir suivi, depuis son retour au pouvoir, une politique cohérente et d'avoir toujours eu le ferme dessein de mettre fin aux combats par la méthode finalement appliquée à Evian. Il faut bien dire que son calcul est puissamment aidé par l'attitude d'une grande partie de la presse qui s'efforce d'accréditer cette interprétation de quatre ans de politique algérienne du gaullisme.

Jamais la vérité historique ne fut maltraitée avec autant de désinvolture. Il est aisé — et il est utile — d'en faire la démonstration. C'est pourquoi nous avons rassemblé ici — et cette revue est loin d'être complète — quelques extraits de déclarations du général de Gaulle qui montrent les sinuosités de sa politique. Une conclusion s'en dégage : de Gaulle, comme ses prédécesseurs, s'est

ingénié à retarder l'heure de la négociation avec le G.P.R.A. en s'obstinant à rechercher d'autres solutions. Il n'a renoncé à celles-ci que le jour où les réalités l'ont forcé à en reconnaître le caractère illusoire. Ce qu'il tente aujourd'hui de faire apparaître comme le résultat d'une volonté ferme et lucide est en réalité un résultat auquel il a été acculé par la poussée des événements par la force du nationalisme algérien, par la pression de l'opinion internationale et par l'action des masses populaires françaises, en un mot, par l'impossibilité de poursuivre la guerre.

Mais, disent encore quelques-uns de ceux qui finissent par convenir de ces vérités, était-il possible de voir clair plus tôt ? Ceux qui font aujourd'hui le procès des lenteurs gaullistes ne se donnent-ils pas le beau rôle après coup ? On verra par la citation de quelques-uns de nos textes qu'un parti comme le nôtre, pour ne citer que lui, n'a pas attendu 1962 pour affirmer que la solution du conflit passait par la négociation avec le G.P.R.A., la reconnaissance du droit à l'indépendance, la renonciation à toute politique de partage, notamment à la séparation entre le Sahara et le reste de l'Algérie.

## Pour l'« Algérie Française »

● 4 juin 1958 :

A Alger, de Gaulle s'adresse, pour la première fois depuis son retour au pouvoir, à la foule algéroise rassemblée sur le forum :

« Je vous ai compris. Je sais ce qui s'est passé ici. Je vois ce que vous avez voulu faire... »

« De tout cela je prends acte au nom de la France et je déclare qu'à partir d'aujourd'hui la France considère que, dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants : il n'y a que des Français à part entière avec les mêmes droits et les mêmes devoirs... »

« L'armée, l'armée française, cohérente, ardente, disciplinée sous les ordres de ses chefs, l'armée éprouvée en tant de circonstances et qui n'a pas moins accompli ici une œuvre magnifique de compréhension et de pacification. »

Au cours du même voyage, le 6 juin, à Oran, de Gaulle dit :

« Il s'agit notamment que, dans l'occasion immense qui va être offerte dans trois mois à la totalité des citoyens français, l'Algérie tout entière, avec ses dix millions d'habitants, participe de tout son cœur, comme les autres, au même titre, avec la volonté de démontrer qu'elle est organiquement une terre française aujourd'hui et pour toujours... »

« La France est ici, elle est ici en vous, hommes et femmes d'Algérie, de toutes les communautés... Elle est ici pour toujours. »

Le même jour, à Mostaganem, il s'écrie à la fin de son allocution :

« Vive l'Algérie française. »

Si les mots les plus simples ont encore un sens, ces déclarations signifient bien qu'alors le général de Gaulle est pour l'Algérie française, l'intégration (rien que des Français à part entière), pour la formule « de Dunkerque à Tamanrasset ».

● 2 mai 1959 :

Le général de Gaulle accorde une interview à M. Pierre Lafont, direc-

teur de « l'Echo d'Oran ». Il déclare notamment :

« L'intégration, je la fais sans en parler tout le temps. »

Aucun démenti officiel ne suit ces déclarations. Aussi les ultras se sentent-ils rassurés ; ils le déclarent par la voix de M. Alain de Sérigny : « Aujourd'hui le général de Gaulle a mis sur notre plaie à vif un baume dont il serait injuste de ne pas reconnaître l'apaisant bienfait. »

Ainsi, jusqu'au milieu de l'année 1959, la politique officielle de de Gaulle, c'est l'intégration et l'Algérie française.

## Autodétermination, mais...

● 16 septembre 1959 :

De Gaulle prononce un discours radiodiffusé sur l'Algérie, c'est le fameux tournant :

« Compte tenu de toutes les données, algériennes, nationales et internationales, je considère comme né-

# La lutte du P.S.U.

## I. - AVANT L'UNIFICATION

### 1°) Résolution adoptée par le Congrès National de l'U.G.S.

● Septembre 1958 :

« Quatre mois après les événements de mai, à la veille du référendum, les Français ont la possibilité de se prononcer sur le lourd bilan de la politique algérienne du gouvernement de Gaulle :

— Pleins pouvoirs en Algérie pour les chefs militaires qui y ont établi un régime fasciste et ont organisé un scrutin truqué en faveur de l'intégration rejetée par le peuple algérien ; — Aggravation en Algérie de la politique de guerre qui a déjà fait depuis quatre ans des centaines de milliers de victimes ; — Extension de la guerre en France, dont la politique des hommes du 13 mai porte la responsabilité essentielle.

La reconnaissance du gouvernement algérien par plusieurs pays africains et asiatiques, dont le Maroc et la Tunisie, rend plus sensible encore l'impasse totale de la politique menée par de Gaulle depuis son accession au pouvoir.

Le Congrès du Parti déclare que la seule solution du conflit algérien est la négociation sur la base de la reconnaissance du droit de l'Algérie à l'indépendance. Cette négociation doit être engagée avec la résistance algérienne et notamment avec le gouvernement qui vient d'être constitué. »

### 2°) Résolution adoptée par le Congrès National de l'U.G.S. à Montrouge.

● 3 mai 1959 :

« L'émancipation des peuples colonisés est un mouvement universel qui fait d'ailleurs suite à la libération des pays européens ayant acquis leur indépendance nationale au cours du XIX<sup>e</sup> et du premier quart du XX<sup>e</sup> siècle.

Les aspirations nationales des Algériens sont aussi légitimes que celles de tous les autres peuples colonisés ou indépendants. La reconnaissance de leur droit à disposer d'eux-mêmes est donc un principe qu'aucun socialiste et aucun démocrate ne peuvent nier.

Aussi, le Congrès du P.S.A. demande-t-il qu'une offre de « cessez-le-feu » soit faite aux insurgés d'Algérie sur la base de cette reconnaissance de leur vocation nationale, assortie de garanties pour les intérêts économiques, politiques et culturels des minorités européennes en Algérie et des travailleurs algériens en France, et ce quels que soient les futurs liens institutionnels ou contractuels entre les deux pays.

La négociation du cessez-le-feu, sans préalable, ni exclusive, doit comprendre également un accord sur les conditions militaires administratives et politiques de la période transitoire pour permettre aux populations d'Algérie d'exprimer librement et dans des formes démocratiques, leur volonté concernant l'organisation de leur vie nationale ainsi que leurs rapports avec les autres pays du Maghreb et avec la France. »

### 3°) Au lendemain du discours du 16 septembre 1959 sur l'autodétermination, chacune des organisations qui devaient constituer le P.S.U. adoptait des résolutions. Nous

nous bornons à reproduire ici celle qui fut adoptée par leur Comité d'entente,

● 29 septembre 1959 :

« Le Comité d'Entente, constitué par le Parti Socialiste Autonome, le Parti de l'Union de la Gauche socialiste, et le groupe Tribune du Communisme, se félicite que le principe de l'autodétermination soit également invoqué par le général de Gaulle et par les porte-parole du F.L.N.

D'une part, il ressort de la déclaration faite par le Président de la République française, le 16 septembre, que les consultations antérieures (référendum et élections) ne peuvent être considérées comme une expression valable du libre choix du peuple algérien.

D'autre part, le F.L.N., selon les termes de la déclaration faite à Tunis, le 28 septembre, a admis, pour l'exercice du droit de disposition du peuple algérien, le recours au suffrage universel.

Le problème est maintenant de faire cesser les combats et de préciser les conditions dans lesquelles le peuple algérien fera son choix.

Pour parvenir à ce but, il faut que les deux parties ouvrent des pourparlers. Aucune considération de prestige ne doit retarder leur ouverture.

Les organisations du Parti Socialiste Autonome, du Parti de l'Union de la Gauche socialiste et du Groupe Tribune du Communisme appellent le peuple français à tout mettre en œuvre pour que les forces de paix l'emportent. »

## II. - DEPUIS L'UNIFICATION

● Juin 1960 :

On attendit jusqu'en juin 1960 pour qu'un premier contact officiel fût en-



# ATERMOIEMENTS DE DE GAULLE

## Le pouvoir ne recule jamais

cessaire que le recours à l'autodétermination soit, dès aujourd'hui, proclamé. »

Mais...  
« Naturellement la question sera posée aux Algériens en tant qu'individus. Car depuis que le monde est monde, il n'y a jamais eu d'unité, ni, à plus forte raison, de souveraineté algérienne... Quant à la date du vote, je la fixerai le moment venu, au plus tard quatre années après le retour effectif à la paix. »

Quant au G.P.R.A., il est ainsi défini :

« Un groupe de meneurs ambitieux, résolu à établir par la force et par la terreur leur dictature totalitaire et croyant obtenir qu'un jour la République leur accorde le privilège de traiter avec eux du destin de l'Algérie, les bâtissant par là-même comme gouvernement algérien. Il n'y a aucune chance que la France se prête à un pareil arbitraire. »

● 9 mars 1960 :

Au cours de la « tournée des popotes », au début du mois, de Gaulle déclare à Batna devant les officiers :

« Si les rebelles déposent les armes, l'armée les prendra, mais je n'y crois pas. Alors il faut que l'armée aille les chercher. »

## « Algérie Algérienne »

à condition que...

Avant le référendum du 8 janvier 1961, trois discours radiodiffusés du général de Gaulle ; les manifestations des Algériens au mois de décembre 1960 ont poussé de Gaulle vers une formule nouvelle :

● 6 novembre 1960 :

« Ayant repris la tête de la France, j'ai, comme on le sait, décidé en son nom, de suivre un chemin nouveau. Ce chemin conduit non plus à l'Algérie gouvernée par la métropole française, mais à l'Algérie algérienne... »

une Algérie qui, si les Algériens le veulent — et j'estime que c'est le cas — aura son gouvernement, ses institutions et ses lois... »

Il est dit aussi que « la République algérienne existera un jour ».

La négociation est offerte « pour l'organisation de la consultation future ».

Mais il y a une condition :

« Qu'au préalable on se mette d'accord pour cesser de s'entretenir. »

## Peut-être le partage ?

● 12 avril 1961 :

Conférence de presse :

L'Algérie sera « un Etat souverain au dedans et au dehors ».

Pour la première fois apparaît l'idée de partage :

« Dans cette hypothèse (celle de la rupture) nous tirerons les conséquences de la volonté d'appartenir à la France qu'exprimeront très probablement certaines populations, dont d'ailleurs l'emplacement est d'avance à peu près connu... Ces populations-là, nous aurions donc d'abord à les regrouper, en assurant leur protection. Et ensuite ? Ensuite on verrait bien ! »

ENCORE faut-il ajouter deux précisions pour apprécier la valeur de ces textes si contradictoires.

Tout d'abord, lorsque les propos du général de Gaulle marquaient quelque tendance à s'écarter de la politique de l'Algérie française, ceux qui agissaient sous ses ordres et en premier lieu le chef de son gouvernement, Michel Debré, nous y ramenaient. Voici, par exemple une déclaration du Premier ministre, toujours en place et par conséquent chargé d'appliquer la nouvelle politique. Cette déclaration a été faite devant l'Assemblée Nationale, le 13 octobre 1959 :

« Le retour au droit, ce n'est pas, ce ne peut être la reconnaissance d'une

prétendue souveraineté algérienne. Il n'y a pas de souveraineté algérienne. Il n'y en a jamais eu... »

« Le retour au droit, ce n'est pas davantage, ce ne peut être davantage une négociation politique avec les dirigeants de la rébellion. Les hommes qui se sont placés à la tête des éléments rebelles n'ont reçu aucun mandat, et le terrorisme n'a jamais donné de titre juridique, pas plus que n'en donne l'appel à l'étranger ou l'obéissance à des gouvernements étrangers. »

D'autre part, on ne rappellera jamais assez les conditions dans lesquelles le général de Gaulle est revenu au pouvoir. Il y a été porté par le chantage des chefs militaires s'appuyant sur la résistance des ultras, les uns et les autres partisans de l'Algérie française. Acceptant leur concours, le général de Gaulle n'a rien dit qui pût laisser supposer qu'il n'endossait pas leur politique. Bien au contraire, on l'a vu par les citations de ses discours de juin 1958.

Mais surtout il convient de relever que l'occasion de cette explosion d'Alger a été la crise ministérielle. M. Pflimlin succédait à M. Gaillard. Qu'aurait fait M. Pflimlin ? Nous n'en savons rien. Mais c'est un fait que :

1° Il était décidé qu'il ne prolongerait pas les fonctions de Lacoste en Algérie ; cette mesure était généralement interprétée comme la recherche d'une nouvelle politique.

2° M. Pflimlin avait déclaré lors de son investiture qu'il rechercherait le concours du Maroc et de la Tunisie « pour amener nos adversaires à entrer en pourparlers avec nous. »

Ce timide effort pour orienter la politique algérienne dans une autre voie que celle qui avait été suivie auparavant, allait être brisé net par le 13 mai et sa suite, l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, l'acceptation par celui-ci des formules sur l'Algérie française, la France de Dunkerque à Tamanrasset, etc. On se trouvait ainsi ramené considérablement en arrière. L'évolution vers la négociation était stoppée.

On a le droit de dire que de Gaulle a prolongé la guerre d'Algérie de plusieurs années.

# pour la paix

fin pris. Il eut lieu à Melun. Il fut très vite interrompu. Le Bureau national du P.S.U. commentait alors cette rupture en ces termes :

« Des résultats malheureusement négatifs de la première rencontre qui a mis en présence les représentants du gouvernement français et les émissaires du gouvernement provisoire algérien, trois conclusions peuvent être dégagées :

1°) Le gouvernement français a cédé à la tentation d'obtenir sous couvert de négociation la reddition du F.L.N. Négociateur, c'est discuter. Or, les conditions du gouvernement français ont été présentées comme intangibles.

2°) Pour l'arrêt des combats comme pour les garanties de l'autodétermination, toute tentative d'imposer des décisions unilatérales ne peut conduire qu'à la prolongation de la guerre.

3°) Les problèmes de fond tels que les conditions du cessez-le-feu, le régime transitoire et les conditions de l'exercice du droit à l'autodétermination sont difficiles et risquent d'être longs à résoudre. Encore faut-il commencer et que le pouvoir ne fasse pas preuve d'une dangereuse intransigence qui ne rassure que les ultras et empêche la véritable négociation de s'ouvrir. »

● Décembre 1960

Après les manifestations algériennes qui, à l'occasion d'un voyage du général de Gaulle, marquèrent la force du mouvement nationaliste et l'autorité du F.L.N. sur les populations algériennes, le Bureau national du P.S.U. déclarait :

« Ce qui est condamné par les événements sanglants du 11 décembre, c'est le refus d'ouvrir une négociation avec le G.P.R.A. Nul ne peut contester désormais que c'est derrière celui-ci que sont organisées les forces du nationalisme algérien.

« Après les journées que vient de

vivre l'Algérie, le référendum a perdu toute signification. Cette consultation ne pourra en tout cas être en Algérie qu'une comédie ou l'occasion de nouveaux troubles.

« Seule, la négociation permet d'aboutir à la paix à laquelle aspirent les peuples de France et d'Algérie. »

On allait cependant attendre encore 14 mois avant que la négociation s'ouvre et aboutisse. Pendant ce délai, le gaullisme se livrait à de nouveaux attermoissements.

## III. - AU CONGRÈS NATIONAL du P.S.U. (Clichy. 26 mars 1961)

Dans la Résolution générale adoptée par le 1<sup>er</sup> Congrès national du P.S.U., le passage suivant était consacré au problème algérien :

« La lutte contre la guerre d'Algérie est entrée dans une phase décisive. Le Parti doit faire tous ses efforts pour que la négociation qui va s'ouvrir aboutisse à une paix qui consacrerait l'indépendance de l'Algérie. C'est sur cette base que pourront s'établir des rapports nouveaux entre la République algérienne et la France.

La représentativité du G.P.R.A. est aujourd'hui reconnue par l'ensemble de l'opinion. Ce sont en effet la lutte armée du F.L.N., la victoire politique qu'il a remportée en décembre et en janvier en Algérie, et la pression de l'opinion internationale et française qui ont conduit de Gaulle à abandonner l'espoir d'une victoire militaire, qui ont rendu impossible la création d'une « troisième force » et ont ouvert la voie à la négociation directe.

Dans cette perspective, le P.S.U. :  
Doit dénoncer les exigences susceptibles d'entraver les négociations et en

particulier les intentions prêtées au gouvernement français en ce qui concerne le Sahara. Le P.S.U. considère que la souveraineté de l'Algérie indépendante sur les actuels départements sahariens ne saurait être contestée.

En tout état de cause, le P.S.U. se félicitera de toute paix qui consacrerait l'indépendance de l'Algérie sans que cela puisse diminuer en rien son combat contre le régime. »

## IV. - ÉVIAN

### première rencontre

Après l'échec des premiers pourparlers d'Évian, le Bureau national du P.S.U. déclarait notamment dans son ordre du jour du 15 juin 1961 :

« Le Bureau national du P.S.U. estime que toute menace de partage et toute exigence d'amputation du territoire algérien compromettent gravement les chances d'accord.

Il considère qu'il est illusoire et dangereux de fonder l'espoir d'un règlement du problème algérien sur l'existence d'une « troisième force », alors que les événements des derniers mois ont prouvé l'unité du nationalisme algérien.

Le Bureau national du P.S.U. met une nouvelle fois l'opinion en garde contre les méthodes d'attermoissements du pouvoir gaulliste qui, espérant vaincre les résistances par la lassitude et les divisions, n'a obtenu que la prolongation de la guerre. »

Aux prises de positions dont nous n'avons pu ici que reproduire de courts extraits, il faudrait ajouter évidemment le rappel de toute l'action du P.S.U. dans la lutte pour la paix, le rôle qu'il a joué dans les manifestations du 28 juin 1960 et du 27 octobre 1960 aux côtés des organisations syndicales, ses efforts pour organiser un vaste front de résistance contre les tentatives de putsch en janvier 1960 et avril 1961, enfin, la série de manifestations de rues tant en province qu'à Paris qui ont abouti aux grandes journées de février 1962.

On sait que le gouvernement avait tout d'abord désigné, pour occuper le poste de haut commissaire en Algérie, pendant la période transitoire, le général Billotte. Pour n'avoir pas été officiellement rendue publique, la décision n'en était pas moins prise à la fin de la semaine dernière. C'est si vrai que le général Billotte avait déjà constitué son cabinet et pris toutes ses dispositions pour entrer en fonctions dès l'accord sur le cessez-le-feu.

Brusquement, dans la journée du samedi 17 mars, on apprenait que le général Billotte renonçait. Que s'était-il donc passé ?

La version officiellement donnée de bouche à oreille, c'est qu'il y aurait eu opposition de Debré et de son entourage, qu'une fois de plus l'Hôtel Matignon se serait dressé contre une décision prise à l'Élysée... et qu'il l'aurait finalement emporté...

On dit aussi qu'en la circonstance, Debré aurait été poussé par l'U.N.R. En effet, le général Billotte appartient au groupe de l'U.D.T., autrement dit les « gaullistes de gauche ». Il n'a échappé à personne que le style du nouveau régime et le souci de la grandeur n'empêchent nullement les divers secteurs du gaullisme d'être habités parfois de préoccupations électorales. Une noble émulation, dont nous avons rapporté quelques échos dans notre précédent numéro, met en concurrence U.N.R. et « gaullistes de gauche » pour comptabiliser en suffrages ce qu'ils appellent la dynamique de la paix. D'où les craintes des « inconditionnels » de l'U.N.R. de voir les autres inconditionnels marquer des points et paraître, si peu que ce fût, recevoir par la désignation de Billotte les encouragements et la faveur de l'Élysée.

Tout cela est possible, probable même.

Mais ces sombres rivalités ne sont pas la seule explication de l'abandon du haut commissaire d'abord désigné.

Celui-ci voulait se débarrasser d'un certain nombre de généraux, de deux notamment qui furent déjà étroitement associés à l'application de la politique Lacoste : le général Ducourneau et le général de Maisonrouge. Il convient également de rappeler que le général Billotte s'est associé à des protestations contre la torture. Ces intentions et ces attitudes passées ont déplu aux autres chefs de l'armée. Aussi l'un des plus hauts placés a-t-il fait une démarche pour déclarer que si la désignation prévue était maintenue, il pourrait y avoir de vives réactions dans le corps des officiers et que, en conséquence, il ne pouvait répondre de rien.

L'affaire, cela va de soi, nous intéresserait peu s'il ne s'agissait que d'une querelle entre clans gaullistes. Et nous n'avons pas le moins du monde l'intention de peser les mérites comparés du général Billotte et de M. Christian Fouchet.

Ce que nous retenons, c'est que ce « pouvoir fort » fait preuve des mêmes faiblesses qu'il dénonçait, qu'il dénonce encore (relisez la dernière allocution du Président de la République) chez ses prédécesseurs. Il faut constater, en effet, ou bien que de sordides considérations électorales ont pesé dans une affaire aussi importante que le choix du haut commissaire pour l'Algérie, ou bien que le pouvoir s'est incliné devant un veto de l'armée, exactement comme un autre pouvoir en 1956 a abandonné le général Catroux à cause du veto des ultras.

Que le pouvoir gaulliste ait souvent manifesté de ces faiblesses, c'était déjà prouvé. Ce qui est beaucoup plus grave en la circonstance, c'est que l'affaire Billotte peut faire craindre d'autres reculades dans la phase si périlleuse qui sépare le cessez-le-feu du référendum. Voilà déjà un fait qui nous incite à faire preuve de la plus grande vigilance.

Pierre LUQUET.

## BULLETIN D'ADHESION

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche. (Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 8, rue Jenner, Paris-9.)



# L'U.R.S.S. SUPPRIME

« Lorsque j'écoutais le rapport lumineux de Nikita Sergueïevitch Khrouchtchev, je me suis rappelé par association d'idées le remarquable livre de John Reed, « Dix jours qui ébranlèrent le monde ». J'ai pensé que la journée du 5 mars 1962 n'est pas une simple date du calendrier, mais le jour où était renversée l'autocratie de toute la doctrine du système agricole, le jour où notre terre était libérée du pesant héritage du culte de la personnalité » (Pravda du 9 mars).

C'EST par cette déclaration emphatique que le camarade Pissarev a commencé son discours à la quatrième séance du Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S. réuni en séance plénière. Pissarev n'est pas membre du C.C. Il est le chef d'un laboratoire de sélection des graines. Il assistait aux séances du C.C. en tant que « savant ». En effet, plusieurs centaines de savants, de directeurs, de technocrates et de militants locaux importants ont été admis aux séances avec voix consultative.

C'est dire que cette session du Comité central n'était pas une réunion ordinaire convoquée pour s'occuper des affaires courantes. A son ordre du jour figurait la question agricole. D'ailleurs, la session du 5 au 9 mars de cette année n'est pas la première de ce genre. Depuis 1958, le C.C. s'est réuni tous les ans, en décembre ou en janvier, pour se pencher sur le problème agricole. Il ne semble pas, cependant que les décisions prises au cours de ces assises aient eu l'importance de la réunion de cette année.

## La tâche la plus importante de la construction du communisme

Le jour de l'ouverture de la session du C.C., la Pravda, organe central du Parti, publiait un article intitulé : « La tâche la plus importante de la construction du communisme ». L'éditorialiste anonyme s'exprimait ainsi : « Au cours des dernières années, le P.C. et le peuple soviétiques ont réalisé des mesures importantes afin de développer les forces productives dans l'agriculture et de favoriser l'économie des kolkhozes et des sovkhozes. En conséquence (de ces mesures) la production et le stockage ont augmenté dans le pays en ce qui concerne le blé, la viande, le lait, la

betterave à sucre, le coton et autres produits. Cependant, le rythme du développement de l'agriculture est encore en retard sur celui de l'industrie ; il ne répond pas aux besoins accrus de la population ».

Cette constatation semble d'autant plus sérieuse à notre confrère qu'il ne peut pas oublier les décisions du XXII<sup>e</sup> Congrès. Celui-ci, on s'en souvient, a adopté le « Nouveau programme » qui a fixé des objectifs audacieux. « Au cours des prochains vingt ans, nous devons augmenter plus de deux fois la production de grains, presque quatre fois celle de la viande, presque trois fois celle du lait ». (Pravda du 5 mars). Pour remédier à cette situation et pour réaliser les promesses du programme, l'auteur préconise plusieurs mesures déjà ordonnées par le Congrès. Il y ajoute une nouvelle suggestion attribuée à Khrouchtchev : « Il faut — aurait dit le Premier secrétaire du Parti — être plus exigeant à l'égard des administrateurs économiques et des dirigeants des rayons » (Ce mot d'origine française, « région » est employé par les Soviétiques dans le sens d'arrondissement administratif).

Dans ce même numéro, la Pravda publie deux lettres de lecteurs qui soulèvent également cette question.

T. Priakhine, président d'un kolkhoze de la région de Moscou et « héros du travail socialiste » dénonce la direction économique actuelle. « L'Administration de l'agriculture est volumineuse et lourde », écrit-il. A. Anosov, directeur d'un sovkhoze de la région d'Omsk (Sibérie occidentale) ajoute : « Les directives coulent vers le sovkhoze comme un torrent ininterrompu. Au cours des premières six semaines de cette année, nous avons reçu cent cinquante papiers différents et plus de 600 télégrammes ».

T. Priakhine critique encore les instructions contradictoires des organes de direction qui exigent de fréquents changements dans le programme de travail. Il n'est pas tendre pour l'esprit bureaucratique des administrations chargées de la réception des produits vendus à l'Etat. Elles ne sont pas capables, dit-il, d'organiser leur réception régulière, ce qui occasionne des pertes pour les kolkhozes. Il s'élève contre « l'envoi d'hommes de la ville comme présidents de kolkhoze » qui sont peut-être d'excellents travailleurs, mais « la plupart ne connaissent rien (à l'agriculture) et repartent ».

Rien d'étonnant, dans ces conditions, que l'ordre du jour de la session du C.C. soit formulé ainsi : « Les tâches du Parti pour améliorer l'ad-

ministration de l'agriculture ». Et le Premier secrétaire du Parti, chef du gouvernement, a ouvert la discussion en présentant un rapport sur : « L'étape actuelle de la construction du communisme et les tâches du Parti pour améliorer la direction de l'agriculture ».

## Khrouchtchev reconnaît la gravité de la situation

Dans ce rapport, relativement court — il n'occupe que sept pages de la Pravda du 6 mars —, Khrouchtchev s'est arrêté tout d'abord sur le Nouveau programme du Parti qui est, annonce le titre : « Notre drapeau dans la lutte pour la victoire du communisme ». Il a formulé les tâches du Parti de la façon suivante : « Le chemin qui conduit du socialisme au communisme est le chemin du travail acharné ». Les difficultés rencontrées doivent être « surmontées par une lutte sans répit, par de grandes réalisations créatrices ».

Quelles sont donc les difficultés rencontrées dans l'agriculture qui ont

tion des ventes à l'Etat. Résultats il y a croissance, mais la viande man que sur le marché ».

Khrouchtchev cite d'autres exemples pour s'écrier : « Nous n'avons pas besoin d'une sélection acrobatique des chiffres concernant la solution du problème des céréales ; il nous faut un changement effectif de la situation, la satisfaction intégrale des besoins du pays tant en ravitaillement qu'en fourrage ».

Et encore : « Si nous ne trouvons pas de solution à ce problème, nous placerons le pays devant de grandes difficultés ; un grand dommage sera causé à la construction du communisme ».

Autrement dit, le développement insuffisant de l'agriculture menace de compromettre le progrès général du pays.

## « Retard » ou « crise » de l'agriculture ?

En effet, la situation est d'autant plus sérieuse que la population de l'U. R. S. S. a augmenté, d'après

# LES DERNIERS VES

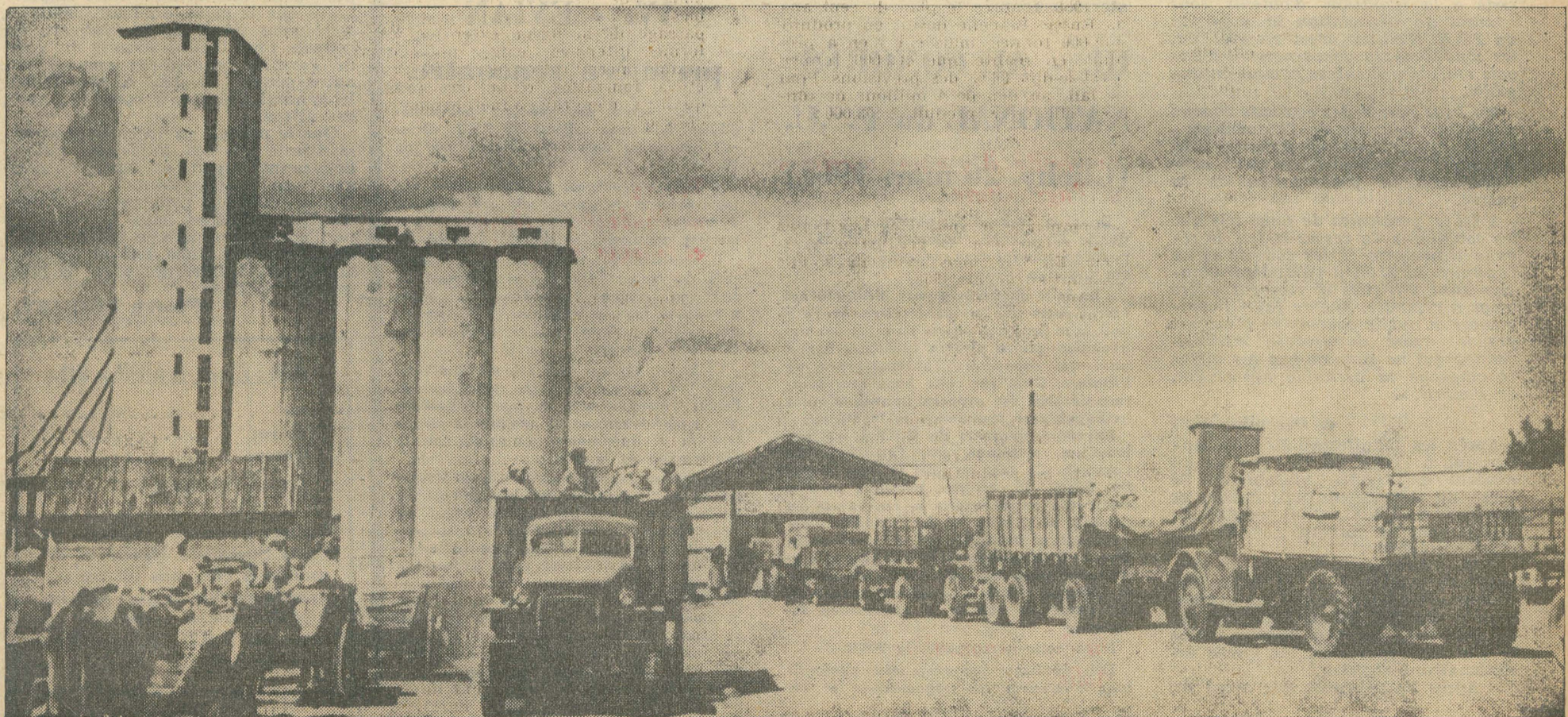
exigé la convocation de la réunion plénière du Comité central quatre mois après le XXII<sup>e</sup> Congrès ?

Le Premier secrétaire du Parti a rappelé que, depuis 1953, l'agriculture a fait de grands progrès : la production des céréales (maïs compris) a augmenté de 166 %, celle du beurre et des huiles de tournesol de 161 %, celle des pommes de terre de 116 %, etc. Pour le bétail, l'augmentation des troupeaux se présente ainsi : au cours de ces huit années, le troupeau de bovins a augmenté de 26,3 millions (le nombre de vaches a augmenté de 11,1 millions), le troupeau de porcs compte 33,3 millions de têtes de plus, celui des moutons s'est accru de 28,9 millions.

Mais, ajoute Khrouchtchev « nous ne devons pas nous faire d'illusions. Il faut dire que le rythme de croissance des troupeaux n'est pas en proportion avec nos possibilités : dans toute une série de régions, cette croissance a été obtenue... par la diminu-

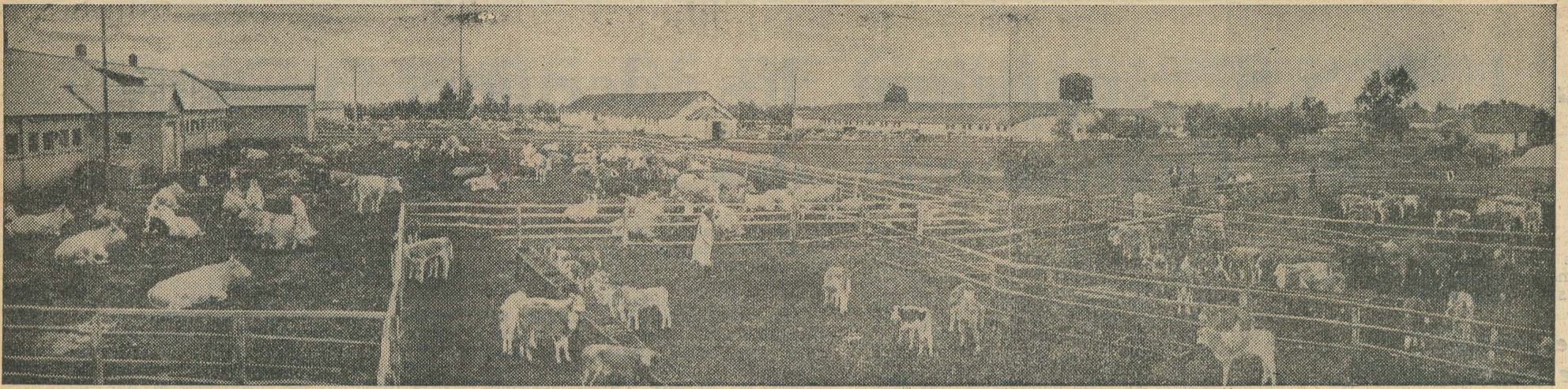
Khrouchtchev, de 29 millions (dont 28 dans les villes) et que les exigences de la population sont devenues plus pressantes. Depuis 1953, la consommation aurait augmenté de 30 à 35 % par tête d'habitant. Or, d'après « le plan de sept ans », en 1961, la production de céréales devait être de 9,4 milliards de pouds (le « poud » représente un peu plus de 16 kilogrammes) ; en réalité, elle n'a été que de 8,4 milliards. Pour la viande, il était prévu 11,8 millions de tonnes. La production réelle n'a été que de 8,8 millions. La production réelle de lait n'a atteint que 62,5 millions de tonnes au lieu des 78,4 prévues.

Et Khrouchtchev d'examiner les résultats de l'année 1961 région par région. Toutes ses constatations ont été ensuite confirmées avec de longues explications et réclamations par les « responsables » de ces régions au cours des quatre journées de discussion. Faute de place, je ne peux citer ici toutes les déclarations, souvent



Au silo de Rostov, la livraison de blé des paysans kolkhoziens.





Une station d'élevage. « Il y a croissance, mais la viande manque sur le marché. »

(A.D.P.)

très intéressantes (elles figurent dans la Pravda des 7, 8, 9 et 10 mars).

Khrouchtchev a cependant oublié de dire que le « plan de sept ans », dont l'exécution est en cours, est une version réduite du sixième plan quinquennal. Ce dernier a été abandonné comme irréalisable. D'autre part, il a évité de comparer les résultats de 1961 à ceux de 1958. Il aurait alors constaté que, depuis trois ans, la production agricole est stationnaire.

En effet, la récolte réelle de céréales a été, en 1958, de 141,2 millions de tonnes. Les prévisions du sixième plan quinquennal pour l'année 1960 étaient de 180 millions de tonnes. Le « plan de sept ans » qui a remplacé le sixième plan quinquennal a fixé à 164-180 millions de tonnes la récolte... en 1965 !

prévues et 62,5 millions produites réellement (Pravda du 6 mars).

Ce ne sont pas des chiffres qui résultent de « manipulations » de certains militants et fonctionnaires qui « ayant perdu le sens de la responsabilité à l'égard du Parti et du peuple, ont entrepris d'arranger les chiffres et de jeter de la poudre aux yeux en trompant l'Etat ». Pour démontrer la véracité de ces chiffres globaux, Khrouchtchev a passé en revue toutes les Républiques et toutes les régions de l'U.R.S.S. avec l'indication du retard de chacune en matière agricole. Le tableau est impressionnant. Faute de place, je ne peux reproduire ni tout l'exposé de Khrouchtchev, ni les « aveux » des représentants des régions. Je ne citerai que quelques exemples.

« herbages » et la mauvaise direction des kolkhozes et des sovkhozes.

L'agriculture soviétique vit encore au régime de l'exploitation extensive. Une grande partie de la terre est réservée tous les ans aux herbages. Le responsable de cet état de choses est, d'après Khrouchtchev, l'académicien Williams. Il a convaincu Staline qui a imposé l'avis de Williams à toute l'agriculture russe.

« Pourquoi, se demande Khrouchtchev, Staline a-t-il choisi précisément cette forme de l'agriculture bien qu'elle ait été en contradiction avec la grande expérience des pays de l'Ouest ? Ce n'est pas seulement parce que Staline ne connaissait rien à l'agriculture. Il a été visiblement séduit par les affirmations de Williams

trouve à ce sujet dans la Pravda du 5 mars, un article de l'académicien Baranov. Il signale que « le plan de sept ans » prévoit pour l'année 1965, dernière année du plan, une production de 35 millions de tonnes d'engrais minéralogiques. Mais, ajoute-t-il, « si l'on prend en considération les nouvelles conditions (c'est-à-dire le tournant qu'effectue l'agriculture avec l'abandon des herbages), alors il faut dire qu'à la fin des « sept ans », il faudrait en avoir environ de 45 à 47 millions de tonnes par an ».

L'auteur ajoute ensuite les données suivantes : en 1958, on a livré 12,4 millions de tonnes d'engrais minéralogiques ; en 1961, 15,3 millions de tonnes. Ainsi, au cours de trois années du « plan de sept ans », l'augmentation n'était que de 2,9 millions

# TIGES DE L'AUTONOMIE DES KOLKHOZES

par Oreste ROSENFELD

Or, la récolte réelle de 1959 n'était que de 125,9 millions de tonnes, soit 15 millions de tonnes de moins sur la récolte de l'année précédente. En 1960, elle a atteint 134,4 millions de tonnes, et en 1961, elle était de 137,3 millions de tonnes. (Tous ces chiffres sont extraits de diverses publications soviétiques. Je les cite d'après le tableau de S. Schwartz, C.S. n° 1-2 de cette année).

Ainsi, non seulement les prévisions du sixième plan quinquennal ont dû être réduites dans le « plan de sept ans » puisque le chiffre de 164-180 millions de tonnes de céréales a été attribué à l'année 1965 au lieu de l'année 1960, mais depuis 1958, l'agriculture n'a pas fait de progrès du tout. Elle a même reculé de 141,2 millions de tonnes en 1958 à 137,3 en 1961.

Il faut remarquer que ces chiffres comprennent également la récolte de maïs. Celle-ci est en augmentation certaine durant ces dernières années. De sorte que la récolte de blé, céréale qui a beaucoup plus de valeur que le maïs, est en diminution d'année en année. D'après les calculs de S. Schwartz, cette diminution atteint, en 1961, 15 % de la récolte de 1958.

La situation n'est pas meilleure pour le coton. L'Etat a acheté, en 1958, 4,37 millions de tonnes. Il a été prévu pour 1960, d'après le sixième plan quinquennal, l'achat de 6,1 millions de tonnes. « L'obligation », souscrite pour cette même année 1960, lors d'une conférence spéciale tenue en février 1958 (Pravda du 24-2-58) était de livrer à l'Etat 6,3 millions de tonnes. Les prévisions du « plan de sept ans » pour l'année 1965 sont de 5,7-6,1 millions de tonnes (un retard de cinq ans !) ; les livraisons réelles : 4,68 millions en 1959, 4,3 millions en 1960, et 4,5 en 1961. La vente à l'Etat a donc augmenté, depuis 1958, de... 0,2 million de tonnes au lieu de l'augmentation prévue par le sixième plan quinquennal de plus de 2 millions, soit dix fois moins.

Pour la viande, reportons-nous encore au rapport de Khrouchtchev. D'après lui, au lieu de fournir 11,8 millions de tonnes de viande, en 1961, l'agriculture n'en a fourni que 8,4 millions.

Pour le lait, les chiffres correspondants sont : 78,1 millions de tonnes

Pour la République Russe, la production de céréales devait être, pour 1961, d'après les prévisions du plan, de 5,3 milliards de pouds ; en réalité, on n'a eu que 4,6 milliards, soit un déficit de 700 millions (11 millions de tonnes). Pour la viande, les prévisions étaient de 6,2 millions de tonnes ; on en a produit 4,5 millions de tonnes ; le déficit est de 1,7 million de tonnes. Pour le lait : les prévisions étaient de 43,4 millions de tonnes, on en a ramassé, en réalité, 34,5 millions de tonnes ; le déficit est donc de 9 millions de tonnes.

Khrouchtchev demande alors : « Comment peut-on avoir assez de produits dans les magasins si l'on a permis un tel retard de la production ? » (Pravda du 6 mars).

Quant à la Russie Blanche, la production de viande « reste au niveau de 1958. D'après le plan de sept ans, la Russie Blanche devait en produire 613.000 tonnes, mais elle n'en a produit, en réalité, que 402.000 tonnes, c'est-à-dire 66 % des prévisions. Pour le lait, au lieu de 4 millions de tonnes, elle en a produit 3.508.000 ».

## En réalité, il y a une « crise » de l'agriculture

Comme on le voit, il ne s'agit plus d'un retard dans la production agricole. En fait, nous assistons à une stagnation depuis 1958.

Dans son discours de clôture, Khrouchtchev a été très sévère à l'égard de la presse étrangère « bourgeoise » parce qu'elle avait osé parler de crise agricole en U.R.S.S. N'en déplaise au maître du Kremlin, le tableau qu'il a dressé lui-même de la situation agricole prouve qu'il s'agit d'une véritable crise. Si, malgré tous les efforts du Parti et du gouvernement, la production de viande, de céréales et de lait est restée en 1961 au niveau de 1958, c'est extrêmement grave. D'autant plus que, l'aveu même de Khrouchtchev, la population croît à un rythme dont il se félicite et que la satisfaction des besoins de la population n'est pas assurée.

## Un des responsables : Staline

Quelles sont les causes de ces « retards » ? Pour Khrouchtchev, les deux causes principales sont : les

que la méthode des herbages exige moins d'investissements dans l'agriculture et qu'il n'est donc pas nécessaire de construire un grand nombre d'usines pour la fabrication des engrais. C'est cependant ce qu'exigeaient de nombreux savants... » (Pravda du 6 mars).

Sur ce même sujet, Khrouchtchev s'est exprimé ainsi dans son rapport au XXII<sup>e</sup> Congrès : « Malheureusement, le système d'assolement avec plantes fourragères domine encore chez beaucoup de nos savants spécialistes et praticiens. Et l'application stéréotypée de ce système a porté un grand tort à l'agriculture. (Cité d'après le « Recueil des Documents du XXII<sup>e</sup> Congrès », édition française, Moscou 1961, p. 102).

Sur ce point, les cinquante et un orateurs du Comité central se sont déclarés en parfait accord avec le Premier secrétaire du Parti. Les « savants », brimés jusqu'à ce jour, étaient les plus enthousiastes. Nous avons vu, au début de cet article, la déclaration emphatique de Pissarev... Mais tous les militants « responsables » ont aussitôt souligné que le passage de la forme extensive à la forme intensive exige une plus grande mécanisation de l'agriculture et la fourniture d'une très grande quantité d'engrais minéralogiques et chimiques.

## Retard de l'industrie mécanique et manque d'engrais

Mais la production de machines agricoles est aussi en retard. Elle ne peut même pas satisfaire les besoins actuels de l'agriculture. (Pravda des 8, 9 et 10 mars). Le président de l'organisation chargée de fournir le matériel mécanique aux kolkhozes et aux sovkhozes a déclaré très nettement que « les demandes des kolkhozes et sovkhozes en matériel mécanique sont loin d'être satisfaites », que la production des pièces de rechange « est en retard sur la fabrication de matériel » et que la qualité des tracteurs et autre matériel mécanique laisse à désirer. Il a parlé de « nombreuses plaintes » à ce sujet. Il a annoncé que les demandes globales des kolkhozes et des sovkhozes pour l'année 1962 ne pourront être exécutées que dans la proportion de 59 %. Pour les autres machines agricoles, les pourcentages sont de 57, 60, 72 et 82. (Pravda du 8 mars).

Le manque d'engrais a été aussi signalé par la plupart des orateurs. On

de tonnes. Pour atteindre en 1965 la production prévue, il faudra fabriquer chaque année, durant les dernières quatre années du plan, presque deux fois (exactement 1,7) plus d'engrais que le total de la production des trois premières années du plan !

Après la déclaration autorisée de l'académicien Baranov, il est inutile que je cite encore les plaintes formulées sur le même sujet par les orateurs du Comité central.

## Khrouchtchev ne veut pas renoncer aux canons pour avoir du beurre...

Que peut répondre à ces indications et à ces plaintes le chef du gouvernement ? Reportons-nous à son discours de clôture de la session du Comité central.

Khrouchtchev est exigeant et formel. Parlant des produits d'élevage, il déclare : « Il faut tout faire pour que la situation change dès cette année, et au cours des prochaines, pour que notre peuple se rende compte d'une amélioration appréciable du ravitaillement. » La même exigence reste formulée en ce qui concerne tous les produits agricoles.

Il faut donc « utiliser au mieux » le matériel qui est entre les mains des kolkhoziens et des sovkhozziens. Pour les engrais, la construction de nouvelles usines est une affaire de longue haleine. Or il faut augmenter tout de suite la production agricole. Alors, à défaut d'engrais chimiques, les cultivateurs doivent utiliser les engrais naturels.

Car « les travailleurs de l'agriculture, et en premier lieu les dirigeants des républiques, des régions et des arrondissements doivent bien comprendre que les mesures préconisées pour renforcer l'aide à l'agriculture ne signifient pas que des crédits seront ouverts à l'agriculture au détriment du développement industriel et du renforcement de la défense du pays. Le renforcement de la puissance de l'Union Soviétique, sa défense sont nos tâches les plus importantes. Nous les exécuterons strictement » (Pravda du 11 mars).

Dans ces conditions, il est assez téméraire de penser que le « plan de sept ans » sera exécuté, que l'agriculture sera en mesure de fournir aux peuples de l'Union la quantité de produits nécessaires pour satisfaire

(suite en page 8)



# L' U. R. S. S. supprime les derniers vestiges de l'autonomie des kolkhozes

(Suite de la page 7.)

tous leurs besoins alimentaires et même pour satisfaire les besoins actuels des populations.

## ... et propose une direction nouvelle des kolkhozes

Mais Khrouchtchev connaît une deuxième cause au retard de l'agriculture. C'est la mauvaise administration ou direction des exploitations agricoles, surtout des kolkhozes. Le remède principal est donc la réorganisation de cette direction. D'ailleurs, c'est la question même qui a été inscrite à l'ordre du jour.

Le chef de l'Etat communiste n'aime pas l'équivoque. Il veut être très clair sur la question. « Je voudrais souligner, déclare-t-il, que je ne parle pas de la direction générale de l'agriculture, mais très précisément de la direction de la production agricole ». Pour être plus précis encore, il déclare que le gouvernement a déjà trop de ces organisations qui dirigent « en général ». Ce qu'il veut, c'est une « institution qui dirigerait l'agriculture, qui s'occuperait de la production et des livraisons des produits, qui s'imprégnerait profondément des besoins des kolkhozes et des sovkhoses, qui orienterait le développement de chaque exploitation agricole en particulier, en obtenant l'utilisation la plus efficace de la terre. Un tel organe de direction nous manque. A vrai dire, il n'y en avait pas durant toutes les années de l'existence du pouvoir soviétique. L'agriculture était, et reste, sous-administrée » (Pravda du 6 mars).

Cette déclaration est d'une importance capitale. Il s'agit d'une mainmise totale du Parti (et de l'Etat) sur les kolkhozes.

## Kolkhozes et sovkhoses

Il existait jusqu'à présent deux types d'exploitations agricoles : les sovkhoses et les kolkhozes. Les premiers sont des fermes d'Etat dirigées par des fonctionnaires spécialisés de l'Etat sur présentation du Parti. Les paysans qui y travaillent sont des salariés.

Les kolkhozes, en revanche, sont, du moins théoriquement, des coopératives de cultivateurs. Ces derniers élisent leur président et un conseil d'administration. Ils ne touchent que des avances, en nature et en espèces. A la fin de l'année agricole, ayant vendu la récolte, payé les dettes et les contributions, versé les sommes nécessaires aux fonds sociaux indivis (destinés à l'amortissement des bâtiments et du cheptel mort et vif, aux achats et aux constructions collectives, etc.), ils se partagent les bénéfices nets (en espèces et en nature) d'après un calcul très compliqué fondé sur une unité artificielle dite « journée-travail ». Tandis que les sovkhoses livrent toute leur récolte à l'Etat, les kolkhozes la vendent soit à l'Etat (la plus grosse partie), aux prix fixés par l'Etat; soit sur les marchés libres kolkhoziens, donc directement aux consommateurs, aux prix établis d'après la loi de l'offre et de la demande. Mais, naturellement, pour les kolkhoziens, ces ventes libres ne peuvent pas remplacer en totalité les ventes à l'Etat. Les sovkhosiens comme les kolkhoziens possèdent chacun en propriété indivi-

duelle (propriété familiale) une parcelle de terre qui varie entre un quart et un demi-hectare par « foyer ». Ils ont le droit de la cultiver à leur gré et de vendre les produits (surtout des légumes, des fruits, des œufs, du beurre, du lait, de la viande de bœuf, de mouton et de porc) aux marchés libres kolkhoziens, c'est-à-dire directement aux consommateurs, aux prix libres.

Bien que les prix du marché kolkhozien soient supérieurs — et même très largement — aux prix des magasins d'Etat, kolkhoziens et sovkhosiens trouvent jusqu'à présent acheteur pour tous leurs produits. C'est là la preuve incontestable que le ravitaillement de la population urbaine est insuffisant, et cela quarante-quatre ans après la Révolution et vingt ans avant « la construction en grand de la société communiste » ainsi que s'exprime le nouveau programme du Parti.

Bien que l'organisation des sovkhoses soit très rigide et lourde, que son administration soit bureaucratique, le rendement dans les sovkhoses est de beaucoup supérieur à celui obtenu dans les kolkhozes. Il faut dire aussi que les sovkhoses sont beaucoup mieux ravitaillés que les kolkhozes en bétail, en machines agricoles, en engrais minéralogiques et chimiques, etc., etc.

Certes, en ce qui concerne les sovkhoses, on s'est plaint au Comité central, de l'absence pour les ouvriers de logements convenables, de centres culturels, etc. Mais les sovkhoses ne jouissent d'aucune autonomie et, juridiquement parlant, ils se trouvent dans la même situation que les usines. Le problème de la main-d'œuvre des sovkhoses se présente à peu près de la même façon que celui des ouvriers des usines.

Une nouvelle organisation de la tutelle exercée sur les sovkhoses par les organes du Parti et de l'Etat et une nouvelle organisation de leurs directions ne changeraient pas la structure et le rôle du sovkhose dans l'économie de l'Union Soviétique.

## L'évolution des kolkhozes

Tout autres seront les répercussions des décisions du Comité central sur les kolkhozes. Khrouchtchev n'ignore pas qu'ils jouissent d'une certaine autonomie. Il sait aussi que cette autonomie est de plus en plus illusoire. Surtout depuis que les kolkhozes ont été forcés de se regrouper pour constituer de très grandes entreprises agricoles possédant et exploitant des milliers, et même des dizaines de milliers d'hectares. Pour ces immenses exploitations, ils ont dû faire appel à des spécialistes agronomes, et petit à petit, le « directeur » élu par les kolkhoziens parmi les membres du kolkhoze s'est transformé en un « spécialiste » envoyé par le Parti pour être « élu » au poste de directeur.

En outre, jusqu'en 1957, les kolkhozes étaient sous la tutelle politique, administrative, et professionnelle des « stations de tracteurs ». C'est Khrouchtchev qui les a supprimées et a fait vendre leur matériel aux kolkhozes... ce qui a eu aussitôt de très bonnes répercussions sur le travail des kolkhozes et sur leur autonomie.

C'est cependant Khrouchtchev qui a favorisé les exploitations individuelles des kolkhoziens (afin que le ravitaillement des villes s'améliore du moins par le canal du marché kolkhozien). C'est lui également qui a permis aux kolkhozes de relever le niveau de vie des kolkhoziens en supprimant les ventes obligatoires à l'Etat et en relevant les prix d'achat.

Mais, dès 1959, Khrouchtchev a dû céder à ses adversaires plus ou moins staliniens. Ces concessions sont la cause principale du recul actuel de l'agriculture soviétique. Quant à l'état général de l'agriculture soviétique depuis la Révolution, il s'explique par des causes plus profondes et qui se rapportent à la structure économique et sociale de l'agriculture en U.R.S.S. Mais ce sujet demande un examen particulier.

## « K » tue le mythe de l'autonomie des kolkhozes

Khrouchtchev sait donc bien de quoi il s'agit lorsqu'il fait allusion à « l'autonomie des kolkhozes ».

« Lorsque je parle de l'autonomie,

j'ai en vue l'administration centralisée de l'Etat, la discipline de l'Etat. » Mais « il s'est formé dans les kolkhozes une situation particulière, je dirais même contradictoire ».

Cette déclaration préliminaire et volontairement ambiguë est suivie d'une explication plutôt... cynique. « Vous vous souvenez, dit-il, que d'après les statuts, l'Artel agricole (nom officiel du kolkhoze) est une organisation coopérative et foncièrement autonome. Aux termes des statuts, les kolkhozes dirigent leur exploitation sur la base des décisions et des plans élaborés par les membres de la coopérative. Mais comment est-ce, en réalité ? En fait, nous nous méions à la vie coopérative ; jusqu'à un certain temps, nous avons même fixé combien la coopérative doit ensemencer et l'espèce de ses semences. Il est vrai qu'à présent, avec la nouvelle méthode de planification, les organes de l'Etat ne fixent plus ces détails. Mais, par contre, nous fixons quels produits et combien de ces produits la coopérative doit vendre. Or, c'est là la question la plus importante pour le kolkhoze : combien acheterons-nous de produits agricoles à des prix fixés par l'Etat » (Pravda du 6 mars).

Entré ainsi dans la voie des aveux, le Premier secrétaire du Parti poursuit : « Les organes locaux (de l'Etat et du Parti) interviennent même dans la vie intérieure de la coopérative pour le choix des membres du conseil d'administration et pour recommander le futur président. Les organisations du Parti envoient souvent les présidents de la ville, en fixant leur traitement aux frais de l'Etat... »

« Le Parti n'adopte pas de position formelle... On ne peut pas fonder les rapports entre les coopératives et l'Etat sur le principe de la non-intervention. Sinon, la coopérative aurait été obligée de répondre en justice pour ses dettes envers l'Etat prêteur et les payer en vendant ses biens. Cela aurait conduit ces coopératives à la faillite. Nous ne pouvons pas l'admettre parce que ce sont là des lois d'un Etat capitaliste fondé sur la propriété privée. »

Après avoir justifié par cet argument pour le moins attendu la dépendance des kolkhozes à l'égard de l'Etat et du Parti, Khrouchtchev dénonce certains dirigeants qui « pensent que, puisque le kolkhoze est une coopérative, il ne faut pas intervenir dans ses affaires ». Et le Premier secrétaire du Parti de s'écrier : « Où est ici la logique ? »

Examinant ensuite la situation des sovkhoses, Khrouchtchev affirme que ces fermes d'Etat possèdent aussi, en fait, une certaine autonomie de gestion. Cette affirmation lui permet d'assimiler les kolkhozes aux sovkhoses pour les placer sous la même tutelle des organisations nouvelles qu'il propose de créer : des organisations locales « inter-rayons » (c'est-à-dire des institutions officielles dont l'action s'étend aux exploitations agricoles de plusieurs arrondissements administratifs). Ces nouvelles institutions — présidées par un militant du Parti qui a de grandes responsabilités : le secrétaire de l'organisation correspondante du Parti — seront chargées de la planification, du contrôle et de la comptabilité de chaque kolkhoze et de chaque sovkhose et détermineront l'organisation de leur production (autrement dit, elles détermineront toute l'activité des kolkhozes).

Ces organes locaux doivent comprendre les fonctionnaires de toutes les institutions de l'Etat intéressées à l'agriculture, les militants du Parti ainsi que des présidents de kolkhozes et des directeurs de sovkhoses. Sur le plan de la région, de la République fédérée et de l'Union soviétique tout entière, des organes semblables seront constitués, toujours sous la présidence des militants du Parti qui assument les plus grandes responsabilités, jusqu'au Premier secrétaire du Parti inclus.

## Vers la liquidation des kolkhozes

Le « retard » de l'agriculture, pour parler comme Khrouchtchev, est tel que, pour stimuler une plus grande production agricole et pour obliger les travailleurs de la terre à augmenter le rendement, le Parti communiste a décidé, sur la proposition

de son Premier secrétaire (qui est aussi chef de l'Etat) d'assimiler, en fait, les kolkhozes aux sovkhoses, de leur enlever le semblant d'autonomie administrative, de les soumettre à la même direction que les sovkhoses. Celle-ci sera tantôt « la direction des kolkhozes et des sovkhoses », là où les premiers sont en majorité, tantôt « la direction des sovkhoses et des kolkhozes » si les sovkhoses sont en majorité.

Cette volonté d'assimiler les kolkhozes aux fermes d'Etat se manifeste également dans les directives données par Khrouchtchev : arriver à garantir aux kolkhoziens un salaire mensuel garanti. Khrouchtchev n'ose pas encore supprimer la propriété individuelle des kolkhoziens et des sovkhosiens. Mais il « espère » — et on sait ce que veut dire ce mot en U.R.S.S. — que l'amélioration de la situation des kolkhozes rendra inutile aux kolkhoziens le « travail fatigant » sur leurs parcelles.

Ainsi, les paysans soviétiques perdent leurs dernières libertés. Ils doivent être transformés en salariés. En attendant, on essaiera, grâce à la nouvelle organisation de la direction et du contrôle de l'agriculture, d'obtenir d'eux de meilleures récoltes et davantage de produits d'élevage... pour éviter le mécontentement croissant des habitants de la ville.

Mais ne créera-t-on pas un nouveau mécontentement : celui de la masse paysanne ?

Les travailleurs de la terre constituent encore aujourd'hui, avec leurs familles, 52 % de la population en U.R.S.S. (le nombre des ouvriers des sovkhoses entre pour très peu dans ce pourcentage).

Les paysans fournissent environ 85 % des effectifs de l'armée soviétique. L'état d'esprit des paysans se répercute inévitablement sur le moral de l'armée. L'affaire Toukhatchevsky nous l'a démontré.

Les paysans n'ont pas oublié le « communisme de guerre » des années 1918-1920 et ses horreurs. S'ils se souviennent avec reconnaissance des courtes années de la N.E.P. de Lénine, ils frémissent encore au souvenir de la collectivisation réalisée de 1928 à 1934 par Staline avec les méthodes staliniennes du « culte de la personnalité » et de la « violation de la légalité socialiste » : les milliers de paysans exécutés sans jugement, les millions de paysans déportés en Sibérie et dans les camps.

Et c'est Khrouchtchev, l'homme qui a dénoncé les crimes de Staline et la complicité des staliniens, qui supprime les derniers vestiges de la liberté des kolkhoziens ! Ne risque-t-il pas de raviver les vieilles blessures sur le corps de la paysannerie soviétique ?

## Et la démocratisation promise par le nouveau programme ?

Le nouveau programme adopté par le XXII<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste de l'U.R.S.S. traitant du problème des kolkhozes « fixe au Parti les tâches suivantes : renforcer et former inlassablement les cadres kolkhoziens, assurer une nouvelle extension de la démocratie kolkhozienne et des principes de la direction collective des affaires des kolkhozes » (Recueil des Documents du XXII<sup>e</sup> Congrès, édition française, p. 566).

On voit comment cette promesse de la démocratisation des kolkhozes est réalisée par le Comité Central du Parti sur la proposition de son Premier secrétaire, président du Conseil des ministres de l'U.R.S.S.

Oreste ROSENFELD.

P.S. — A noter que la République démocratique allemande — qui traverse une crise agricole aiguë depuis qu'elle a collectivisé les terres par la violence — a décidé d'introduire la même réorganisation de la direction des kolkhozes. Cela correspond à l'esprit staliniens des communistes de l'Allemagne de l'Est.

La Roumanie, dont le gouvernement est en butte avec la résistance passive des paysans à la collectivisation de l'agriculture, a l'intention de suivre également l'exemple de l'U.R.S.S. La déstalinisation n'a été que très superficielle en Roumanie. Le Comité Central du P.C. roumain est convoqué à cet effet pour le mois d'avril.

## Vient de paraître

La fiche de Formation n° 5 :

et  
**BERLIN  
LE PROBLEME ALLEMAND**

Cette fiche est la première de la série :

« CONNAISSANCE  
DES PROBLEMES  
INTERNATIONAUX »

0,50 NF l'exemplaire

Abonnement :

5 NF les 10 fiches

A commander : 64, bd Garibaldi,  
PARIS-XV<sup>e</sup>

C.C.P. Tribune Socialiste  
5826-65 PARIS



# Pour une planification démocratique

## Le premier Colloque français

Le Colloque pour une planification démocratique a rencontré une très large audience : près de 400 personnes ont suivi les séances de travail qui se sont tenues à Paris les 17 et 18 mars. M. Rungis avait rappelé dans notre numéro 92 l'origine et la composition du Comité d'organisation de ce premier colloque, je n'y reviendrai donc pas. Je voudrais simplement donner un aperçu sommaire du large éventail des courants politiques et syndicaux qui y ont participé. Toutes les organisations syndicales étaient représentées (à titre personnel). Pour la C.G.T., Pierre Lebrun. Pour la C.F.T.C., Jeanson, Gonin, Darricaut. Pour la F.E.N., Martial, Forestier. Pour le C.N.J.A., Debatisse, Montvallon. Pour l'U.N.E.F., D. Wallon. Pour les « Jeunes Patrons », Bidegain. L'éventail des Partis n'était pas moins large. Pour le P.S.U., Longeot, Klein, Mendès-France, Mallet, Naville, Stibbe, Suffert, Servet. Pour la S.F.I.O., Gazier et Leenhardt. Pour l'U.D.T., L. Hamon et Capitant. Pour le M.R.P., Delfosse et Blin. Pour les Indépendants, Armengaud. L'Université était fort bien représentée, elle aussi, par les professeurs Bartoli, Byé, Dumont, Duverger, Hauriou, Philip. De hauts fonctionnaires étaient aussi présents, parmi eux : MM. Bloch-Lainé, Hirsch, A. Verret.

Cette longue énumération ne rend compte que bien imparfaitement de la diversité et de la richesse de cette assemblée composée en majorité de jeunes et de militants responsables.

Deux rapports, fruits de plusieurs mois de travail, ont été présentés samedi matin.

● « Les aspects sociaux et institutionnels d'une planification économique » ont été rapportés par Gilbert Mathieu. Après avoir précisé les objectifs sociaux du plan et les conditions de réalisation de ces objectifs, le rapporteur a décrit les principales réformes que nécessiterait une nouvelle procédure d'élaboration et d'exécution du plan. Il a mis ensuite l'accent sur le rôle des entreprises dans l'exécution du plan et sur la nécessité de décentraliser les rouages de la planification.

● Le deuxième rapport, analysé par A. Verret, était consacré à « L'exécution du plan et à ses moyens de financement ». Il définit d'abord les organes d'exécution (gouvernement, administration, organismes financiers, entreprises nationales). La seconde partie de ce texte étudie ensuite les moyens de réalisation du plan tels que : contrôle des investis-

sements, financement des entreprises, etc. La dernière partie, enfin, envisage les lignes directrices d'une orientation du progrès technique et de la consommation et comment la nation pourrait prendre en charge les coûts inévitables de l'évolution technique et de la reconversion.

Il n'a pas fallu moins de deux longues séances pour venir à bout de la discussion qui a suivi ces rapports. Plusieurs pages de « T.S. » ne suffiraient pas à rendre compte, même d'une manière succincte, des interventions. Si la discussion reflétait parfois des points de vue divergents, elle n'en a pas moins toujours été vivante et intéressante. La qualité des interventions, le sérieux des arguments n'échappèrent à personne. Il ne s'agissait pas évidemment de fixer une doctrine commune, mais plutôt d'élaborer une plate-forme d'accord, de chercher le plus grand dénominateur commun entre les participants.

Les différents points de vue développés ont été synthétisés par deux Commissions des résolutions qui ont siégé une partie de la nuit de samedi. Les débats y ont été fort vifs, des amendements nombreux ont été examinés. En fin de compte, deux textes ont été élaborés, reprenant les grands thèmes des rapports Mathieu et Verret. Ce sont ces textes qui ont été discutés par le Colloque en séance publique, le dimanche après-midi. La procédure ne prévoyait pas de vote, un colloque n'étant pas un congrès, chaque orateur a donc cherché à rallier une quasi-unanimité sur ses propres amendements. La discussion a surtout été fort vive sur le point de savoir si le Sénat devait ou non être supprimé et, le cas échéant, si le Conseil économique, rénové et démocratisé, devait voir « sa responsabilité » affirmée et élargie. C'est finalement ce dernier point de vue qui a été adopté, nos camarades l'ayant activement soutenu. L'adoption de nombreux amendements et la très large discussion qui s'est instaurée ont montré que cette procédure était très démocratique.

A 18 h 15, l'assemblée, unanime, s'est levée et a applaudi l'annonce du cessez-le-feu. Avec la fin de cette guerre contre laquelle nous avons tant lutté, les problèmes économiques vont reprendre toute leur importance. Le Colloque pour la planification apporte une réponse non négligeable au problème de la démocratisation et de la socialisation de notre économie. La semaine prochaine, notre camarade Rungis analysera et commentera pour nos lecteurs les textes du Colloque.

J.-C. BARIGEL.

## Le « Plan Force Ouvrière »

« Force Ouvrière Informations », bulletin mensuel de la C.G.T.-F.O., a consacré un de ses derniers numéros au Plan économique et social « Force Ouvrière 1962 ». Si le dernier congrès confédéral avait été marqué par de vives controverses sur le IV<sup>e</sup> Plan de modernisation et d'équipement, il avait en revanche adopté à l'unanimité le Plan F.O.

On regrettera d'autant plus l'absence de membres du Bureau confédéral de Force Ouvrière au Colloque sur la planification démocratique (seuls, quelques militants F.O. étaient présents). Ce refus des dirigeants F.O. de participer au Colloque ne peut s'expliquer que par des raisons politiques, les organisations ne professant généralement pas l'anticommunisme absolu que Bothereau et ses amis entendent imposer à la Centrale. Mais ces raisons sont d'autant moins valables que l'hostilité du P.C. et de la majorité communiste de la C.G.T. à toute formule de planification autre que celle en usage en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires rendait leur représentation impossible au Colloque.

QUOI qu'il en soit, il n'est pas sans intérêt de considérer l'esprit dans lequel a été élaboré le Plan F.O. et ses objectifs essentiels.

La résolution sur le Plan adoptée par le VII<sup>e</sup> Congrès confédéral en dégage rapidement la philosophie :

« F.O. renouvelle sa condamnation formelle du système capitaliste, condamnation inscrite à l'article premier de ses statuts, et réaffirme l'incapacité économique du libéralisme soucieux seulement de profits matériels immédiats.

« F.O. condamne tout autant le totalitarisme politique et économique qui a abouti à d'intolérables contraintes sociales au fur et à mesure que l'Etat accentue sa mainmise sur l'ensemble des rouages de l'économie. »

Le préambule du Plan situe celui-ci dans la tradition des réformes préconisées par la « vieille C.G.T. » et réalisées en 1936 et après la Libération. Il s'efforce de définir un « humanisme » fondé sur la liberté qui n'exclut pas toujours un accent un peu moralisateur. Il contient notamment cette affirmation : « C'est cependant en Occident que les nations en voie de développement peuvent trouver, avec les adaptations appropriées, les modèles sociaux dignes d'inspirer leur tentative d'élever le niveau de vie de leurs nationaux, sans broyer les individus ni sacrifier totalement les générations de la période transitoire. »

Par ailleurs, le rôle du syndicalisme y est défini comme devant être « le contrepoids nécessaire à la toute-puissance des techniciens qui pourraient constituer à un moment donné (et constituent dans certains pays de l'Est) une classe d'autant plus brutale dans son comportement dominant qu'elle ne détient le pouvoir que par des moyens mécaniques et techniques ».

En ce qui concerne les conceptions de F.O. en matière de planification démocratique, elles sont définies de façon assez séduisante dans le texte du Plan : « Il ne s'agit pas, bien entendu, de savoir s'il y aura « ardente obligation », mais plutôt de proposer aux citoyens un choix clair sur les différentes options qui s'offrent à eux. Peut-on laisser croire aux citoyens que tout est possible, que, par exemple, la constitution d'une force de frappe est, financièrement, compatible avec le niveau optimum de la formation et de l'enseignement ? Si, d'autre part, la nécessité de la solidarité en faveur des pays en voie de développement apparaît, il faut que cet effort provienne de la volonté consciente du citoyen plutôt que de son ignorance des questions essentielles.

« S'il n'est pas mis en mesure d'exprimer cette volonté, le citoyen se livre alors aux technocrates et aux politiciens.

« La planification exige à la base des options démocratiques, elle doit associer plus étroitement le mouvement syndical à l'exécution du Plan. »

Il n'en résulte pas pour autant que

celui-ci aliène son indépendance et sa liberté d'action et qu'« une planification quelconque puisse mettre obstacle à la discussion des salaires par voie de convention collective ou s'oppose à une action quelconque pour le relèvement desdits salaires au delà d'un pourcentage qui, par hypothèse, aurait été fixé par le Plan ».

Cependant, l'acceptation du Plan par les syndicats ne pourrait-elle les conduire, dans certains cas, à modérer leurs revendications pour ne pas compromettre son exécution ?

Comme la résolution du récent Colloque, le dernier congrès confédéral de F.O. mettait naturellement l'accent sur les « objectifs sociaux » du Plan :

— Défense et amélioration constante du pouvoir d'achat des travailleurs par tous les moyens ;

— Réduction de la durée de travail sous toutes ses formes ;

— Equitable répartition du revenu national ;

— Respect des droits sociaux acquis par les salariés et extension de ces droits.

Parmi les moyens nécessaires à la réalisation de ces objectifs, on prévoit « la réforme des nationalisations, contre l'étatisation, par un retour aux règles de gestion socialiste définies par le Mouvement syndical, règles assurant une réelle gestion tripartite », mais aussi « l'extension des nationalisations ainsi renouées à de nouveaux secteurs ».

Pour le financement du Plan, on insiste sur l'importance d'une Caisse nationale d'investissements qui jouerait « un rôle moteur pour la coordination et l'orientation des investissements », assez analogue à celui de la Banque nationale des investissements dont il est fait mention dans la résolution du Colloque sur la planification démocratique.

Cependant, si beaucoup de moyens de cette planification sont indiqués à la fois dans le compte rendu du Colloque et dans le document F.O. (information objective, présence syndicale dans l'entreprise, etc.), le problème des institutions politiques n'est pas posé par Force Ouvrière, alors qu'il a dominé les débats du Colloque. On retrouve là la prudence en matière politique — on pourrait même dire le puritanisme politique — des syndicats français de tradition non marxiste, prudence qui n'exclut pas des contacts plus ou moins occultes et des accords tacites avec des hommes et des formations politiques assez respectueux de l'ordre établi (opérations du type « dîner de l'Alma »).

Enfin, pour ce qui est du contexte international, le Plan Force Ouvrière « réaffirme l'attachement du syndicalisme à la construction européenne, au sens le plus large du terme, et la nécessité de la coopération et de l'assistance sous toutes ses formes aux pays en voie de développement ».

Mais comment réaliser une véritable planification démocratique en France au sein d'une Europe qui demeurerait conservatrice et fort peu planificatrice ?... Le problème n'est pas non plus posé.

M.C.

## Manœuvres contre les Associations laïques de Parents d'élèves

La majorité des adhérents aux associations de parents d'élèves ignoraient jusqu'à présent qu'il y avait trois fédérations d'A.P.E.

D'une part, l'on s'imaginait qu'il ne devait y en avoir qu'une seule. D'autre part, chacune des trois fédérations se cantonnait dans un secteur de l'enseignement très délimité.

— La Fédération des Conseils de (président : Cornec, 800.000 adhérents), pour l'enseignement primaire. La seule à être membre du C.N.A.L.

— La Fédération Nationale des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public (président : Demaret, 100.000), pour l'enseignement technique. Laïque sans adhérer au C.N.A.L.

— La Fédération des A.P.E. des Lycées et Collèges (président : Léotard, 500.000), pour le second degré. Ses dirigeants ont des sympathies pour les milieux indépendants.

En 1960, après la pétition laïque, la « Fédération Cornec » avait décidé de s'étendre au second degré, la « Fédération Léotard » étant peu laïque.

Le ministre de l'Education nationale de l'époque avait paré le coup : seules devaient être reconnues représentatives dans le second degré les

A.P.E. affiliées à la « Fédération Léotard ».

Mais voici qu'aujourd'hui, c'est la fédération « apolitique » Léotard qui décide de créer une filiale dans le premier degré : la Fédération Nationale des Associations de Parents d'Elèves du premier degré.

Aussitôt, Paye lui vient en aide. D'abord, sous couvert de maintenir la balance égale, il affirme un principe nouveau : toute A.P.E. locale, quelle que soit sa fédération (Cornec, Léotard, Demaret) et même si elle n'est pas fédérée, est représentative à condition... de ne comporter aucun membre de droit : enseignants ou membres de l'administration. Or les A.P.E. de la « Fédération Cornec » sont souvent animées par des instituteurs. Dans le même temps, Paye interdit aux enseignants d'aider les A.P.E. en collectant les cotisations.

On espère, par des manœuvres qui rappellent celles menées contre l'U.N.E.F. (soutien gouvernemental à la F.N.E.F. à laquelle, on l'a vu depuis, appartenaient certains des étudiants O.A.S. et plastiqueurs) affaiblir, puis contester la représentativité de la « Fédération Cornec ».

G. DEVILLE-CAVELLIN.

## Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Administration :

54, boulevard Garibaldi  
Paris (XV)  
SUF. 19-20

● Rédaction :

8, rue Henner  
Paris (IX<sup>e</sup>)  
FIG. 65-21 - TRI. 28-48

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois ..... 5 NF  
6 mois ..... 10 NF  
1 an ..... 19 NF  
Soutien ..... 30 NF



## DES DATES A RETENIR...

## La Celle - St-Cloud

Une réunion d'information P.S.U. est prévue pour le :

**JEUDI 22 MARS**

à 21 h., salle du Château au Domaine de Beauregard, avec la participation de Pierre Bariol, secrétaire du Syndicat de la Région parisienne des Travailleurs de l'Industrie chimique (C.F.T.C.) et de Pierre Beregovoy, membre du C.P.N.

## Melun

La Section P.S.U. de Melun invite les sympathisants à la conférence-débat de Gilles Martinet sur le thème : « Le P.S.U. et la paix », qui se tiendra le

**Vendredi 23 mars**

à 21 heures, à l'Hôtel de Ville.

## Malakoff

Réunion organisée par la section P.S.U., le

**VENDREDI 30 MARS**

à 21 h., salle de la Justice de Paix, avec Jean Poperen, qui examinera la situation politique actuelle.

## Vitry-sur-Seine

La section du P.S.U. organise le

**VENDREDI 30 MARS**

à 21 heures, place du Marché, Foyer Paul-Froment, une réunion d'information avec la participation de Gilles Martinet, du Bureau national. Tous les militants et sympathisants du canton d'Ivry sont invités.

## Région Parisienne

## Colloques sur l'Éducation Nationale...

Nous rappelons que tous ceux qui s'intéressent à ce colloque, organisé sous les auspices du Grand Orient de France, peuvent obtenir des renseignements en écrivant à M. René Arnaud, comité du Colloque, 16, rue Cadet, Paris.

Ce colloque se tiendra les **VENDREDI 6, SAMEDI 7 ET DIMANCHE 8 AVRIL** au palais de l'U.N.E.S.C.O., 125, avenue de Suffren.

Pour participer aux travaux ou faire une communication individuelle, il est souhaitable de se faire connaître auprès du comité du Colloque.

## ... et les libertés démocratiques

L'Association pour la Sauvegarde des institutions judiciaires et la Défense des libertés individuelles organise son cinquième colloque les **30, 31 MARS** et **1<sup>er</sup> AVRIL** au palais de l'U.N.E.S.C.O., 125, avenue de Suffren.

◆ Se procurer des invitations auprès de Charles Hernu, 53, rue de Ponthieu, Paris.

## Angers

La section artistique de l'U.F.O.L. E.A., avec le concours des Amicales laïques d'Angers, présentera les samedis

**27 MARS ET 7 AVRIL**

une réalisation collective sur le thème « La Liberté ».

Au cours du programme, sera jouée une pièce de Bertolt Brecht :

« LES FUSILS DE LA MERE CARRAR »

Cette œuvre se rapporte à la situation en Espagne pendant la guerre civile. Elle est encore aujourd'hui d'une brûlante actualité puisqu'elle pose le problème de l'impossible neutralité devant la dictature et le fascisme et montre la nécessité pour le peuple de prendre conscience de ses responsabilités politiques.

Tous les adhérents et les sympathisants du Parti sont invités à ces soirées et à leur donner beaucoup de publicité dans leur entourage. Les représentations auront lieu le samedi 24 mars, à 21 h., dans la salle de jeux de l'école maternelle de la Blancheraie, rue Kellerman, et le samedi 7 avril, dans la salle des fêtes du lycée Chevrollier, rue Adrien-Recouvreur.

## La Conférence nationale « Presse » du PSU

On a coutume de dire — ailleurs — que les congrès ou les conférences ont été « pleinement satisfaisants ». Ici, nous nous bornerons à deux constatations, sans aucune gêne et sans vaine flatterie.

Tout d'abord, disons, parce que c'est vrai, que la tenue de cette seconde Conférence-Pressa peut être donnée en exemple. En effet, en cette matière, il est très facile de tomber dans des discours vagues — et souvent démagogiques. Combien de gens — qui ne sont pas « dans le coup », comme on dit — connaissent les difficultés d'un journal (sa rédaction, son impression, sa diffusion), ce qui ne les empêche pas d'en décider ?

Samedi 17 et dimanche 18 mars, les délégués des Fédérations représentées étaient en possession de dossiers parfaitement étudiés. Des Conférences fédérales Presse les avaient mandatés avec des instructions générales qui ont prouvé avec quel sérieux les problèmes de presse ont été approfondis dans les Fédérations. Le ton même des interpellations démontrait

que nos camarades étaient, pour la plupart, en pleine connaissance du sujet, malgré quelques contradictions bien compréhensibles.

Chose curieuse — et qui mérite d'être soulignée — la concordance des propositions envoyées par celles des Fédérations qui n'avaient pu se faire représenter directement à la Conférence Nationale.

On a fort bien compris quel effort ont dû supporter les Fédérations qui ont envoyé à Paris un — et parfois plusieurs — camarades des régions lointaines (par exemple les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, la Haute-Garonne ou les Pyrénées-Orientales, pour n'en citer que quelques-unes).

Que tous ceux qui sont venus — et ceux qui ont écrit pour s'excuser et donner leurs suggestions — soient remerciés.

En revanche, et c'est la deuxième constatation à faire ici, franchement, nous ne pouvons que regretter l'indifférence d'un certain nombre de Fédérations. Cette attitude désinvolte est-elle l'expression d'une impuissance ou d'une paresse regretta-

bles ? Attitude d'autant plus fâcheuse qu'elle se montre en complète contradiction avec l'enthousiasme des camarades des autres Fédérations, avec l'excellence des jugements politiques des militants, et enfin avec les résultats, dans l'ensemble satisfaisants, des efforts de diffusion de notre hebdomadaire.

Les résultats techniques de la conférence, nous ne pouvons les donner en détail ici. Ils prendraient trop de place. Un rapport sera envoyé à chaque Fédération.

Soulignons toutefois que les vœux qui ont été retenus par l'unanimité des présents seront transmis au Bureau National qui étudiera avec diligence les moyens pratiques de les faire passer dans la réalité des faits.

Nul doute que, grâce à l'intime collaboration de tous les militants du Parti, notre journal se modifiera encore et pourra prendre la place qu'il mérite dans l'expression du monde socialiste.

Bertrand RENAUDOT

## LE RAYONNEMENT DU P.S.U. A L'ÉTRANGER

Grâce à Daniel Mayer, la voix du P.S.U. s'est affirmée avec éclat chez nos amis suisses. Invité à La Chaux-de-Fonds, introduit par F. Donzé et A. Sandoz, président de commune, Daniel Mayer représentait un triple personnage : le président de la L.D.H., le militant du P.S.U. et enfin l'homme qui symbolise la conscience socialiste française. Au lendemain de sa conférence, le courageux journal suisse « La Sentinelle » écrivait : « Comme il possède beaucoup d'hommes de sa trempe, même s'il n'a pas encore touché la grande masse, le Parti Socialiste Unifié Français est assuré de l'avenir. »

Cet hommage, nous le devons à notre camarade qui, au cours de sa conférence, exposa sa conception du socialisme, à la fois révolutionnaire et démocratique. Daniel Mayer insista aussi sur la grande espérance de la jeunesse et sur les espoirs que représente l'unité syndicale : après avoir évoqué les buts que s'est imposés la gauche française, notre ami n'essuya pas le danger actuel de l'O.A.S., tant en France qu'à l'étranger. Nos hôtes suisses exprimèrent le sentiment de l'auditoire enthousiaste qui applaudit en Daniel Mayer le socialiste qui incarne la mission de « la France de la liberté » telle que la conçoivent ceux qui, à l'étranger, aiment notre pays.

## THÈSE et MARXISME

La Société d'Édition de l'Enseignement supérieur (S.E.D.E.S., 5, place de la Sorbonne, Paris-5<sup>e</sup>), vient de publier la thèse complémentaire pour le doctorat de notre camarade François Châtelet. Cette étude sur la signification théorique du marxisme est intitulée « Logos et praxis ». Son auteur s'est donné pour tâche de faire le point sur la signification actuelle du marxisme. Nul doute qu'elle intéresse tous ceux qui, refusant les formules toutes faites, voient dans le marxisme une doctrine vivante.

## C. E. S. - Programme

CYCLE GENERAL  
17, rue de Chaligny, Paris-12<sup>e</sup>  
(Entrée par la cour)  
(Métro Reuilly-Diderot)  
20 h. 30

● Mardi 27 mars :

Où vont les partis communistes dans les pays économiquement avancés ?

CYCLE SUPERIEUR

44, rue de Rennes, Paris-6<sup>e</sup>  
Métro Saint-Germain-des-Près

● Lundi 26 mars :

Amélioration possible de la planification française (G. Ducaroy).

● Mercredi 28 mars :

Le Front populaire (G. Ducaroy).

## Quelques adhésions parmi d'autres...

« Fréquentant un lycée parisien, j'ai assisté de nombreuses fois à des réunions de groupes J.S.U. en m'opposant toujours aux demandes d'adhésion. Devant les événements, je m'appréhendais et je vous demandais ce qu'il est impossible de ne pas bien vouloir accepter mon adhésion au P.S.U. »

Mlle C. P.  
PARIS-18<sup>e</sup>

« Je vous adresse mon bulletin d'adhésion au P.S.U. espérant prendre contact prochainement avec la section de Rouen. »

« Je vous précise que j'ai, ainsi que mon père, été très longtemps inscrit à la S.F.I.O. »

J. G.  
PETIT-QUEVILLY  
(Seine-Maritime).

« Devant les événements actuels, il est du devoir de chaque Français de

s'engager ouvertement. La neutralité, si neutralité il y a, n'est plus de mise aujourd'hui ; elle ne fait qu'encourager passivement les agissements de ceux qui demain voudraient établir en France une dictature militaire. »

« J'ai l'honneur de vous faire part de ma demande d'adhésion au P.S.U. »

J. C.  
Etudiant-maître d'internat  
(Indre).

## Le PSU en deuil

Tribune Socialiste et le Parti expriment à leur camarade Jacques Bugnicourt, de la Somme, leur sympathie à l'occasion du deuil cruel qui vient de l'atteindre en la personne de son père.

## Plus que jamais SOUSCRIVEZ !

Le P.S.U. se porte de mieux en mieux. Partout les adhésions affluent. Les jeunes garçons et les jeunes filles nous rejoignent en grand nombre.

La modicité de nos ressources matérielles limite — hélas ! — notre effort permanent de propagande, de recrutement, de formation. Beaucoup d'entre vous ont répondu à notre appel.

Nous avons besoin de plus d'argent pour travailler utilement.

Pourquoi les sections ne ver-

raient-elles pas des cotisations mensuelles ?

Faites-vous collecteurs de fonds pour le P.S.U.

Versez et faites verser à Maurice Klein, 37, rue de Trévisse, Paris-9<sup>e</sup> (C.C.P. 4435-35 Paris) les sommes qui permettront de mieux faire connaître le P.S.U.

Remplissez et faites remplir la déclaration ci-dessous.

Merci à tous.

Pour le Bureau National,  
Le Secrétaire : Edouard Depreux  
Le Trésorier : Maurice Klein

Je, soussigné, (NOM, prénoms, adresse) .....

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste

Unifié, la somme de ..... NF.

Date : .....

Signature : .....



CINÉMA

## LES SEPT PÉCHÉS CAPITAUX

Le film à sketches avait permis au néo-réalisme italien de nous donner avec *L'Amour à la ville* une remarquable et cohérente vision du monde. On se souvient de ces documents que constituait *Tentative de suicide* (Antonioni), *Bal du dimanche* (Risi) et *Agence matrimoniale* (Fellini).

Avec *Les Sept péchés capitaux*, nous sommes en face d'un film monstre, hydre dont les sept têtes d'affiche sont Ionesco (*la colère*), Molinaro (*l'envie*), de Broca (*la gourmandise*), Demy (*la luxure*), Godard (*la paresse*), Vadim (*l'orgueil*) et Chabrol (*l'avarice*).

Il faut le dire, cette anthologie représente le cinéma français dans ce qu'il y a de plus décadent et de plus prétentieux. Film pathologique, parce que lâche dans sa manière d'aborder les problèmes : l'orgueil n'a rien à voir avec le pastiche que fait Vadim de « *La double inconstance* » et le sketch sur la paresse ne nous renseigne que sur celle de son auteur. Lâcheté aussi que de couvrir la médiocrité par la littérature : Claude Mauriac a puisé les idées de l'envie chez Renoir et Molinaro en a imité le style. Résultat : du sous-Doniol-Valeroze.

Pour la luxure, Peyrefitte a donné à

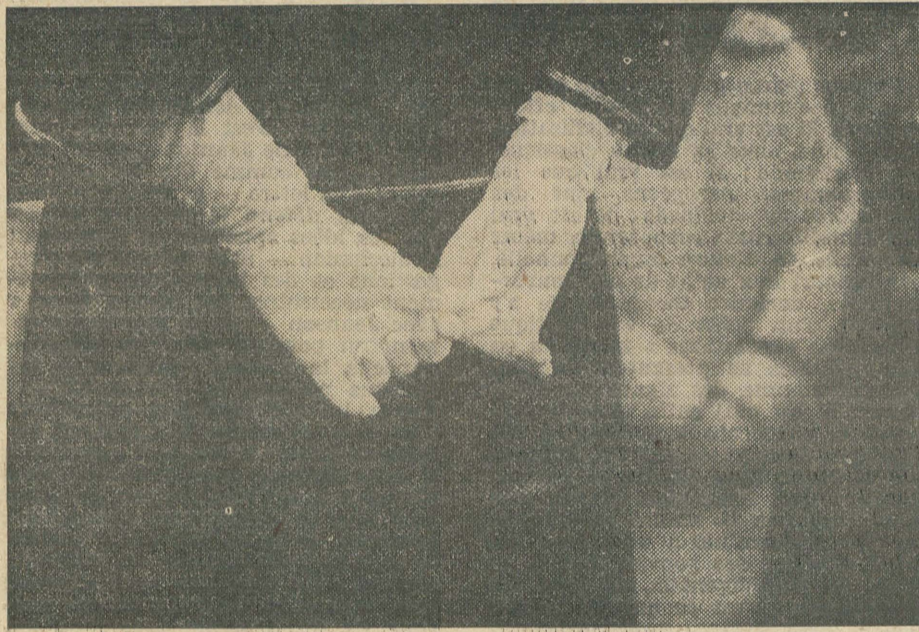
Demy une idée (c'est-à-dire un jeu de mot : la luxure est un péché capital, capital égale argent, argent égale luxe, luxe égale luxure), mais le fil de l'histoire est si mince qu'il se casse à tout instant. Reste une variation baroque sur l'enfer qui nous fait regretter celui — semblable — d'Helzappopin.

Félicien Marceau vient au secours de Chabrol pour donner à l'avarice un certain brio dans la conduite du récit.

Quant à Ionesco, c'est le fatras habituel d'images et d'idées : une mouche dans la soupe, et le monde éclate. A cet humour, je préfère celui, plus humain, de Sternberg. Notons toutefois une satire de la T.V., assez percutante. Enfin, le meilleur de cette anthologie reste *la gourmandise*. De Broca a mis en œuvre des moyens purement cinématographiques pour raconter son histoire d'enterrement à la campagne. C'est une maigre consolation : quinze minutes de vrai cinéma sur un ensemble déplorable qui prouve que les sept péchés capitaux, en matière de cinéma sont le manque d'invention, la littérature, le vendetta-riat, la prétention, l'esthétisme, le plagiat et, surtout, l'indulgence de la critique.

Pierre UYTTERHOEVEN

## FILMS ET « ACTUALITÉS » A LA PAGODE



Dans « Primary », la caméra saisit l'angoisse de Jacqueline Kennedy alors que les spectateurs de la réunion publique n'ont vu qu'un visage souriant.

La Pagode, passe en ce moment un spectacle en 16 mm, composé de films de télévision américains. Réalisés par une équipe dont les animateurs sont Richard Leacock (ancien opérateur de Flaherty) et Robert Drew, ces films sont : 1°) Primary, reportage sur les élections primaires du Wisconsin en 1960. S'y affrontent Kennedy et Humphrey, tous deux démocrates ; le gagnant sera sans doute proposé par le parti démocrate comme candidat à la présidence.

2°) Kenya 1961, première partie d'un reportage consacré au Kenya devenant indépendant, avec des interviews de Tom Mboya, de Margaret Kenyatta (fille de Jomo Kenyatta) et d'un planteur blanc.

3°) Eddie Sachs à Indianapolis, reportage sur un coureur automobile.

On assiste à une valorisation, par la critique, de ce genre de cinéma ; ce serait « la vérité » enfin découverte et traquée, le « vrai » cinéma, le « cinéma de l'an 2000 », par opposition à tout ce qui est composé, artificiel, etc. Entendons-nous.

Les documents présentés sont passionnants. Comme récemment, à propos du film sur l'Angola, le reportage télévisé montre avec évidence, en trois images, plus qu'un long article. Ce planteur blanc du Kenya, qui aime sa terre et ses ouvriers noirs, a conscience d'être ici chez lui, et montre

au reporter « ses » hommes, un peu comme du bétail, nous éclaire soudain sur ce qu'est un colonialiste sincère, plein de bonne volonté paternaliste. Ces candidats qui font leur campagne au Wisconsin, allant parler aux fermiers, aux Polonais, toujours obligatoirement souriants, profitant d'un quart d'heure de voiture pour dormir un instant, nous dévoilent un aspect de la démocratie américaine.

Mais ces films sont surtout admirables parce qu'ils suggèrent une voie, en un sens jusqu'ici jamais défrichée : le reportage, l'actualité. Dans cette voie, nous avons été habitués aux tristes platitudes des « actualités » du cinéma ou du Journal télévisé. Découvrir brusquement qu'on peut faire de « bonnes » actualités, renverse ! Ce qui est important, c'est l'évolution technique qui permet ces prises de vues. Ce qui est important, c'est que, dès aujourd'hui, il serait possible de faire un cinéma de combat, d'« actualité », au sens fort du terme, en 16 mm ou même en 35, en France, aussi. Le film J'ai huit ans, dont je parlais la semaine dernière, a déjà été commandé par des groupements et syndicats qui vont en assurer la diffusion. Face au cinéma « commercial », il est possible de faire un cinéma révélateur, combatif, et Leacock et son équipe nous l'enseignent, passionnant. Cela suppose qu'on en organise strictement la diffusion, par vente de copies souscrites par des groupements.

Reste que ces voies nouvelles, rendues possibles par l'évolution des techniques, n'ont pas à « remplacer » l'autre cinéma, celui de la composition, de l'artifice, bref, de l'art. Pour approcher le réel et satisfaire esthétiquement le spectateur, il serait ridicule d'être « pour » Primary, « contre », par exemple, Spartacus ou West Side Story.

Marcel RANCHAL

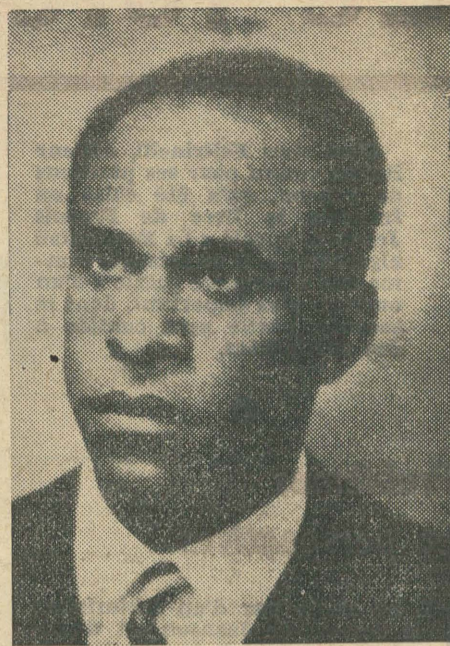
LETTRES

## Les damnés de la Terre

On s'est peut-être un peu trop hâté de faire entrer le livre de Franz Fanon (1) dans des catégories prédéterminées. Il s'agit, en fait, d'une œuvre complexe, difficilement classable, pleine de contradictions mais qui a l'intérêt majeur d'être un essai de théorisation sur la décolonisation en même temps qu'un examen autocritique sans complaisance.

Franz Fanon s'est voulu Algérien et c'est en Algérien passionné qu'il fait son analyse et qu'il porte jugement et condamnation sur le colonialisme. Il n'empêche cependant que son analyse du comportement des colonisés et de leur évolution politique est extrêmement lucide. Il est sans doute le premier à nous faire comprendre le terrorisme comme arme politique des colonisés sans en dissimuler les faiblesses. Il est aussi le premier à nous expliquer pourquoi la violence originelle de la révolte contre la colonisation peut à un moment se retourner contre une partie des colonisés (Mélouza, etc.) lorsqu'elle ne se dépasse pas pour devenir politique et tentative de restructuration sociale. « Les dirigeants de l'insurrection — dit Fanon — s'aperçoivent que les jacqueries, même grandioses, demandent à être contrôlées et orientées. Les dirigeants sont amenés à nier le mouvement en tant que jacquerie, le transformant ainsi en guerre révolutionnaire. Ils découvrent que le succès de la lutte suppose la clarté des objectifs, la netteté de la méthodologie et surtout la connaissance par les masses de la dynamique temporelle de leurs efforts. » Ou encore : « Le racisme antiraciste, la volonté de défendre sa peau qui caractérise la réponse du colonisé à l'oppression coloniale représentent évidemment des raisons suffisantes pour s'engager dans la lutte. Mais on ne soulève pas une guerre, on ne subit pas une répression énorme, on n'assiste pas à la disparition de toute sa famille pour faire triompher la haine ou le racisme. » La destruction du passé colonial, précisément si elle veut être radicale, doit être en même temps construction de quelque chose de nouveau. La lutte militaire doit s'élargir et s'ouvrir sur de nouveaux horizons politiques. La Révolution algérienne est, certes, encore loin d'avoir fixé clairement ses objectifs sociaux ; en dehors d'un certain nombre de revendications générales sur la réforme agraire et la justice sociale, elle n'a pratiquement pas de programme social développé. Mais il est vrai aussi que nombre de ses partisans ressentent la nécessité de voir plus loin que l'étape présente et témoignent ainsi de la maturation des esprits au cours de la lutte. Il y a quelques mois, « El Moudjahid » a publié des interviews d'un certain nombre de cadres algériens qui sont très significatives à cet égard. Les interviewés n'ont pas caché que leurs vœux politiques dépassaient largement le cadre algérien et qu'ils allaient chercher leur inspiration aussi bien dans la Révolution yougoslave que dans la Révolution chinoise et la Révolution cubaine. Ainsi, pour eux, la réforme agraire n'est pas forcément le partage des terres : elle peut tout aussi bien être la formation de coopératives agricoles de grandes dimensions. Si l'on ajoute à cela les prises de position récentes des dirigeants de l'UGTA sur le contenu social de la Révolution algérienne, on se rendra aisément compte que les analyses de Fanon reposent sur des bases solides.

Est-ce à dire qu'on puisse s'attendre à un développement rectiligne et rapide vers le socialisme ? Fanon lui-même ne semble pas le croire, et son livre n'essaie pas de dépasser le stade de l'étude de ce qu'il appelle la conscience nationale, sociale et révolutionnaire. Il parle sans doute du nécessaire « choix d'un régime socialiste, d'un régime tout entier tourné vers l'ensemble du peuple », mais cela reste très abstrait par rapport à ses analyses concrètes sur la transformation de la conscience des colonisés. Il est même permis de penser — à lire les longs passages qu'il consacre à la corruption des élites dirigeantes dans les pays nouvellement indépendants — qu'il n'exclut pas a priori la stagnation et les reculs. C'est qu'en fait, la marche au socialisme dans les pays sous-développés se heurte à des difficultés objectives considérables, surtout sur le plan économique, qui viennent parfois briser l'élan et le dynamisme des masses colonisées. Le néo-colonialisme par conséquent n'est pas un adversaire à sous-estimer et, comme Fanon le constate, les pays sous-développés ne peuvent se payer le luxe d'une croisade contre l'Europe. C'est dire que le problème de la marche au socialisme devient forcément un problème international : « Ce travail colossal, écrit Fanon,



Franz FANON  
« Un homme qui manquera à la cause socialiste. »

qui consiste à réintroduire l'homme dans le monde, l'homme total, se fera avec l'aide décisive des masses européennes qui, il faut qu'elles le reconnaissent, se sont souvent ralliées sur les problèmes coloniaux aux positions de nos maîtres communs. Pour cela, il faudrait d'abord que les masses européennes décident de se réveiller, secouent leurs cerveaux et cessent de jouer au jeu irresponsable de la Belle au bois dormant. » Sur ce problème, Fanon tourne en rond et ne peut, à l'évidence, fournir de réponse. Faut-il lui en faire le reproche ? Non, car il s'agit-là moins d'une analyse objective que d'une interrogation angoissée qui nous est adressée, à nous militants de la gauche française.

A l'heure du cessez-le-feu, et de la construction d'un Etat algérien pleinement souverain, cette interrogation ne perd ni de sa force ni de son actualité. Les Algériens auront à faire face au néo-colonialisme et, pendant toute une période, à des pressions très directes du pouvoir gaulliste et du capitalisme français. Chaque réforme, chaque pas en avant seront combattus pied à pied. L'aide économique de la France sera utilisée comme un moyen de chantage. Les moindres difficultés risquent d'être exploitées pour diviser les Algériens entre eux. L'aide morale ou matérielle de la gauche française peut donc avoir une importance décisive, mais pour qu'elle puisse apporter cette aide, il faut qu'elle soit capable de faire l'examen de conscience que Fanon et avec lui tous les Algériens l'invitent à faire. Il faut qu'elle se rende compte qu'elle a failli au devoir de solidarité anticolonialiste depuis des décennies. Il faut qu'elle se rende compte que les Algériens ont dû pratiquement se battre seuls contre le colonialisme. Il faut donc qu'elle se garde de l'auto-félicitation et qu'elle sache qu'elle part à peu près de zéro. Dès maintenant, la nécessité de la réalisation effective de la paix peut lui permettre de collaborer avec les forces algériennes de libération, en France même, elle a la possibilité d'aider l'émigration algérienne.

C'est seulement sur cette base que pourront être abattues les cloisons qui séparent le mouvement socialiste de France et d'Europe et le mouvement d'émancipation d'Afrique du Nord.

Il faut souhaiter que beaucoup de militants lisent l'ouvrage de Franz Fanon pour s'ouvrir sur ce problème fondamental. Ils ne regretteront certainement pas le choc que leur procurera cette lecture passionnante et cette rencontre avec un homme qui manquera à la cause socialiste.

J.-M. VINCENT.

(1) F. Maspéro, éditeur - Paris.

**LE FLORIDE** 43, Fg Montmartre  
PROvence 63-40

(Permanents tous les jours  
de 14 h. à 24 h.)

**LES MARINES**  
(François REICHENBACH)

**LES MISTONS**  
(François TRUFFAUT)

**LE MYSTERE DE L'ATELIER 15**  
(Alain RESNAIS  
et André HEINRICH)

**LA SEINE A RENCONTRÉ PARIS**  
(Joris IVENS et Jacques PREVERT)

**HOTEL DES INVALIDES**  
(Georges FRANJU)

**3 dessins animés américains**  
Semaine du 21 au 28 mars

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Semaine du 21 au 28 mars

**LE CHIEN ENRAGÉ**

(Film japonais, v.o.)



# Le futur de l'Algérie et nous

C'est chez Feltrinelli, éditeur italien connu pour ses positions de gauche, qu'a été édité en français le livre de Francis Jeanson, appelé « La Révolution algérienne ». Il se présente comme une « première partie » d'un ouvrage plus important, dont la seconde partie sera confiée à des spécialistes.

## Problèmes et perspectives

Il ne s'agit pas d'un historique ; le dessein de Jeanson est d'examiner, à partir de la situation de fait qui est aujourd'hui celle de l'Algérie, quels sont les problèmes qui se posent au mouvement révolutionnaire, et comment il pourrait les résoudre.

Pour analyser les données immédiates et en tirer quelques conséquences, il pouvait sembler que l'auteur, qui n'est pas un économiste spécialisé, n'avait pas de qualification particulière ; ce qui ressort, au contraire, de la lecture de ce livre, c'est qu'un homme armé d'une seule formation générale étendue et d'une certaine conscience politique peut, à travers les travaux déjà effectués, les statistiques déjà disponibles, avoir une vue d'ensemble du problème, une vue peut-être sujette à critiques sur tel ou tel point de détail, mais qui aura le double avantage d'être accessible à tous, et d'appréhender le problème dans sa totalité. A partir de là, la parole sera aux spécialistes ; mais cette vue d'ensemble, cette sorte de survol à la mesure de débroussailler des voies et d'indiquer des directions.

Car il paraît nécessaire d'étudier le phénomène « révolution algérienne » dans tous ses aspects, sans en privilégier aucun, en montrant, au contraire, comment ils sont imbriqués les uns dans les autres, comment ils ont, entre eux, un jeu réciproque qu'il faut bien qualifier de dialectique.

## Les priorités

On a beau dire que tous les problèmes sont liés, il faut bien commencer quelque part. Jeanson part des « priorités de base » qui découlent de la première et brutale constatation : « L'Algérie est un pays sous-développé ».

Et nous voyons déjà à l'œuvre, dans la définition de ce terme, et dans les caractéristiques qu'il sous-entend, la méthode de Jeanson. « Pays sous-développé », cela évoque pour nous certaines idées, certaines caractéristiques — et cela risque aussi d'entraîner certains réflexes de docilité à l'égard d'un état de choses existant, sur lequel on a collé une commode étiquette qui le pare d'une fausse objectivité. Je cite :

« Tout comme il y a un positivisme psychologique (« on est comme on est », on ne peut pas changer son caractère) et un positivisme politique (qui s'appelle « conservatisme ») il y a un positivisme économique, qui joue sur la complexité des problèmes pour se parer de tous les prestiges des sciences exactes : c'est-à-dire pour appliquer à l'étude des collectifs humains les méthodes les plus fondamentalement négatives du facteur humain. Ici comme là ce scientisme périmé implique une profonde résignation (intéressée ou non) au « cours des choses », à la « nature des choses », étendant ainsi le règne du déterminisme et des lois naturelles bien au-delà de leur champ d'application légitime. »

Ainsi, dire que l'Algérie est un pays à « forte prédominance du secteur agricole » peut vouloir dire : « ou bien l'Algérie est un pays à stricte vocation agricole ; ou bien il y existe aussi des possibilités d'industrialisation mais qui ont été délibérément sacrifiées » par un colonialisme exploiteur. De même, la notion de « revenu moyen » de l'Algérien est-elle une notion fautive lorsqu'elle mélange, pour en tirer une moyenne purement mathématique, des catégories aux niveaux de vie totalement différents.

Un examen minutieux des critères du sous-développement amène ainsi Jeanson à examiner chaque point, en en dégagant d'abord le caractère strictement lié au colonialisme, et ensuite, et par conséquent, l'aspect proprement pratique, c'est-à-dire révolutionnaire, qui concerne les tâches à accomplir.

La priorité de base apparaît donc, à l'examen des données (examen fait dans l'optique précitée), le développement de type collectiviste du secteur agricole : priorité, montre l'auteur, à la fois technique, politique et sociale, et parallèlement, sans qu'il soit possible de séparer les deux points autrement que pour les commodités de l'exposé, le développement d'une démocratie révolutionnaire réelle.

Les priorités de perspectives qu'indique ensuite Jeanson situent, à partir des priorités de base, le sens dans lequel doit s'orienter la révolution algérienne pour réussir. « Doit » s'orienter : il ne s'agit pas là de bons conseils paternalistes, ni d'énoncés abstraits pseudo-scientifiques, mais simplement de déductions logiques, qui laissent d'ailleurs place à des modalités d'application d'une infinie variété, et qui ont, pour s'imposer, la seule arme de leur cohérence. Face aux problèmes que posent l'industrialisation, la formation de la population, la planification, cette étude est primordiale, parce que le départ en de tels domaines a une importance primordiale ; un Etat sous-développé dispose justement, pour sortir de sa pauvreté, de fort peu de moyens (c'est ce cercle vicieux : sous-développé parce que pauvre, et vice-versa, qu'il s'agit de rompre, pour causer un démarrage, impulser un dynamisme) et le gaspillage qu'entraînerait une erreur initiale pourrait être fatal. Par ailleurs, il y eut déjà certains essais de résoudre ces problèmes, alors même que la domination coloniale était encore puissante ; n'est-ce pas l'industrialisation de l'Algérie que se proposait le fameux plan de Constantine ? Dans un chapitre spécial, Jeanson démonte minutieusement les mécanismes du plan de Constantine, et après en avoir exposé les motivations, il peut sans peine nous convaincre que non seulement ce plan ne pouvait réussir, mais encore que ce type de mécanisme représente à peu près exactement le contraire de la solution qui convient à l'Algérie.

Chacun de ces points (formation, planification, industrialisation, plan de Constantine) est toujours examiné par référence aux autres, et par référence aussi à l'ensemble des points de vue en cause, techniques, politiques, économiques, sociaux. C'était la seule manière de donner une vision dynamique, et non morcelée, de ce phénomène global, qui est le développement du pays appelé « Algérie », selon des modalités qu'on peut, sans verbalisme, qualifier de « révolutionnaires ».

## Le recours à l'étranger

L'autarcie est un vain mot, dans notre monde ; le peuple algérien, pour rompre le cercle vicieux du sous-développement aura besoin de l'aide étrangère. De quelle nature sera l'aide dont il aura besoin, technique ou matérielle, à qui, sera-t-il amené à la demander, quel rôle ce facteur va-t-il jouer dans la position internationale du problème algérien ? Jeanson essaie d'y répondre, toujours sans prétendre jouer au prophète ni au donneur de bons conseils ; il montre cependant quelles déductions l'on peut faire, en considérant d'une part le montant et la nature, ainsi que les modalités et conditions, de l'aide apportée dans le monde à certains pays par d'autres, et d'autre part de quelle aide précisément le peuple algérien aura besoin, et de quelles modalités il pourra la voir assortie. Sa conclusion pourra surprendre, mais elle est logiquement étayée : c'est à l'Europe que l'Algérie peut le mieux

s'adresser. Ceci ne doit pas nous faire sursauter : l'Europe commence à devenir une réalité, et qui sera ce que les Européens la feront ; le développement parallèle de l'Europe et du Maghreb semble bien destiné à devenir complémentaire. Ces pages, où Jeanson répond indirectement aux pronostics pessimistes de Jean-Paul Sartre (préface aux *Damnés de la Terre*, de Franz Fanon) méritent d'être citées : « Pourquoi l'Europe ? D'abord parce qu'il n'y a rien d'autre. Parce qu'il est impossible de fonder aujourd'hui une conception tant soit peu sérieuse de développement économique algérien sur quelque autre base que ce soit. Parce que l'O.N.U. mettra trop de temps à devenir adulte (à supposer qu'elle y parvienne jamais sous sa dénomination présente...), parce que les Etats-Unis sont enfin parvenus à « comprendre » les problèmes mondiaux (comme un enfant de 12 ans particulièrement doué peut comprendre, par exemple, le problème de la prostitution) et que cette apparence progressiste a les plus grandes chances de les bloquer dans leur comportement actuel pendant une assez longue période ; parce que l'U.R.S.S. a ses difficultés propres et que sa stratégie mondiale ne peut encore coïncider que de façon accidentelle, c'est-à-dire fort aléatoire, avec les intérêts des peuples révolutionnaires ; parce que la Chine est vraiment très éloignée, et qu'elle est en ce moment confrontée, sur son propre territoire, à de considérables épreuves ; parce que Cuba et la Yougoslavie manquent de moyens ; parce que le monde arabe n'est pas beaucoup plus avancé que l'Afrique noire dans la lutte contre le sous-développement ; parce qu'Israël enfin... »

Ensuite, parce que l'Europe est un espace économique en pleine effervescence. Il est vrai que la civilisation européenne, sous sa forme classique, est moribonde ; il est vrai que les gouvernements européens sont des assemblées de vieillards ; il est vrai que l'intelligentsia européenne, même lorsqu'elle se déclare oppositionnelle, par rapport aux actes de ces gouvernements, demeure incapable de s'y opposer d'un point de vue pratique et que ses « réactions » mentales ou sentimentales se présentent le plus souvent comme des signes de décadence ; il est vrai enfin que les prolétariats européens sont assez généralement neutralisés par les divisions que le capitalisme suscite en permanence parmi eux. Mais il est tout aussi vrai que la réalité européenne se situe aujourd'hui à un niveau qui n'est ni celui des gouvernements, ni celui de l'intelligentsia, ni celui des prolétariats ; c'est ce qui lui permet d'être aussi vivace, quand tous les facteurs qui traditionnellement la composent se présentent sous les espèces de l'inertie et de l'inefficacité. On peut certes le déplorer ; nous le déplorons en tout cas. Mais d'un point de vue réaliste une telle attitude est dépourvue de signification ; et le seul problème est de savoir dans quel sens fonctionnent les processus réels. Or il apparaît, de ce point de vue, qu'en l'absence d'une classe ouvrière déterminée et au mépris des directives formelles de certains gouvernements, la plupart des fonctionnaires « européens » (d'origine française et italienne, tout particulièrement) sont en train de créer une Europe infiniment plus dynamique et plus ouverte que tous les espaces économiques existants ou susceptibles d'exister par ailleurs... « ce que le Tiers-Monde (et tout particulièrement l'Algérie) n'a pas, jusqu'à présent, obtenu de la gauche française, nous croyons qu'il est aujourd'hui en excellente position pour l'obtenir de la « gauche européenne », c'est-à-dire, enfin, par un très probable choc en retour, de la gauche française elle-même. »

## En conclusion

A partir du moment où le cessez-le-feu a été signé, à partir du moment où le plus officiellement du monde le Président de la République française proclame à la radio que la voie choisie par la France est celle de la coopération avec l'Algérie indépendante, il est certes nécessaire de continuer à rappeler toutes les arrière-pensées qui se cachent derrière ces nobles affirmations, de continuer à rappeler que le capitalisme français, vaincu politiquement par la révolution algérienne, doit faire des concessions et essaie de récupérer sur un autre plan, celui du néo-colonialisme, ce qu'il doit abandonner sur le terrain de l'impérialisme direct. Ce travail doit certes être fait ; mais il ne doit pas nous cacher le caractère, pour nous positif, de cette nouvelle attitude. On ne le dira jamais assez : aujourd'hui, officiellement, la France « coopère » avec l'Algérie indépendante ; c'est donc non seulement le devoir, mais le droit le plus strict pour les socialistes français d'apporter leur part à cette coopération... ce qui est sans doute un bon moyen pour empêcher la réussite des manœuvres néocolonialistes. Je vois mal, en effet, comment cela pourra être un délit de coopérer avec les Algériens sans pour cela passer par l'intermédiaire de l'appareil étatique français ; à qui viendrait-il à l'idée de reprocher à la gauche française, par exemple, de prendre contact avec la gauche italienne, sans passer par le Quai d'Orsay ?

La manière dont la gauche française peut aujourd'hui apporter ouvertement et sans restriction son appui à la Révolution algérienne reste à établir et notre Parti ne sera pas le dernier à définir ses positions sur ce point. C'est là que des livres comme celui de Jeanson peuvent être utiles ; non comme des brevétaires à suivre à la lettre — et d'ailleurs l'auteur s'en défend le premier, précise que ses idées appellent et souhaitent la discussion — mais comme des suggestions et des indications extrêmement nécessaires. On pourra discuter avec Jeanson — je ne vois pas comment on pourrait nier son appartenance à la gauche française — sur certains points ; on pourra différer d'avec lui sur certaines estimations peut-être optimistes de l'appareil bureaucratique de la Petite Europe, mais il nous indique cependant des voies fécondes. Il est bien certain, en effet, qu'il faut se garder, pour aborder ces questions, de je ne sais quelle pudeur (« on dira peut-être que ces militants algériens ne sont pas tous d'accord entre eux, et qu'ainsi il n'est pas possible de les soutenir tous : ce qui constitue, en effet, un excellent prétexte pour n'en soutenir aucun... ») et que nous pourrions, que nous devrions, appuyer et soutenir les courants les plus révolutionnaires ; il est bien certain que, par ailleurs, pour que cette position soit autre chose qu'une palabre paternaliste, elle doit s'accompagner d'une action efficace, d'une solidarité pratique, dont les possibilités sont aujourd'hui neuves. (Exemple : un militant algérien qui sort d'une prison française à la suite des accords n'est pas hors de danger ; l'O.A.S. peut essayer de l'abattre ; des socialistes français peuvent l'aider, l'héberger, le transporter.)

La révolution algérienne ne fait que commencer, et rien ne dit qu'elle réussira fatalement à atteindre tous ses objectifs : rien, sinon la confiance que nous pouvons mettre dans un peuple capable de mener une telle lutte pendant sept ans, rien, sinon l'aide et la solidarité actives que nous pouvons lui apporter immédiatement comme dans l'avenir.

P.-L. THIRARD.

## 2<sup>e</sup> CLASSE EN ALGERIE

Sous ce titre, Michel Biran, dans le dernier numéro de « Perspectives socialistes » (1), nous donne le témoignage d'un simple soldat, militant socialiste, qui est confronté à la plus sanglante des guerres coloniales.

Certes, les livres et les documents sur l'Algérie sont nombreux, mais ils ne sont, le plus souvent, que le témoignage d'hommes politiques ou de victimes écrasées par l'appareil répressif. Exceptés les témoignages publiés sur la torture, il y a quelques années, (« Des rappels témoignent », « Le Dossier J. Muller »), les jeunes n'ont presque jamais parlé. Comme le remarque à très juste titre Claude Bourdet dans la préface de « Deuxième classe en Algérie »,

ils ont pourtant beaucoup à dire. Le récit de Michel Biran n'est donc pas superflu. Son but est de nous montrer le drame moral de l'appelé, sa solitude dans la répression comme dans la pacification, ces vingt-huit mois irrémédiablement gâchés. Il est aussi de porter témoignage au nom des 1.500.000 jeunes qui ont vécu cette tragique situation. Bien sûr, on pourrait chicaner sur certains détails de ce livre : chacun a connu une expérience différente, variant de secteur à secteur, de quartier à quartier, mais là n'est pas l'essentiel. Le grand prix de cet ouvrage, c'est qu'il allie une grande vérité, que reconnaîtront tous les « Anciens d'Algérie », à une analyse

politique et sociale d'une grande justesse. C'est le premier livre qui offre la perspective d'un éclairage politico-social du drame algérien vu de la « base ». C'est dire que tous les militants qui luttent depuis sept ans contre la sale guerre qui se termine tireront profit du récit de Michel Biran. Tous ceux, en particulier, qui ont été contraints de participer à cette guerre, la rage au cœur. Remercions Biran d'avoir parlé en leur nom : il fallait que ces choses-là soient dites. Aussi simplement, aussi humainement.

J.-C. BARIGEL.

1) En vente 54, boulevard Garibaldi, Paris (XV). Le numéro : 1,50 NF.